



Renforcer la paix et la résilience dans un monde en mutation

Rapport annuel de la CSPPS 2016



CIVIL SOCIETY
PLATFORM
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING



Renforcer la paix et la résilience dans un monde en mutation

Rapport annuel 2016 de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS)

Table des matières

Liste des acronymes et des abréviations	4
Remerciements	5
Résumé exécutif	6
Introduction	7
Renforcer la paix et la résilience dans un monde en mutation.....	8
Plaidoyer pour l'inclusivité de sociétés pacifiques	15
Soutenir la participation de la société civile.....	22
Horizons stratégiques : la CSPPS en 2017 et au-delà	24
Communication et sensibilisation	26
Coordonnées de la CSPPS.....	30
Annexes	31
Annexe 1 : Rapports financiers détaillés 2016	31
Annexe 2 : Liste des membres de la CSPPS.....	32
Annexe 3 : Liste des membres du Comité exécutif de la CSPPS des coprésidents des axes de travail (2015-2016)	34
Annexe 4 : Liste des principaux événements auxquels la CSPPS a participé, qu'elle a co-organisés ou facilités en 2016	35
Annexe 5 : Présentation générale des projets de la CSPPS en 2016	36

Liste des acronymes et des abréviations

AGNU	Assemblée générale des Nations unies
Cordaid	Catholic Organization for Relief and Development Aid
CSPPS	Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État
DFAE	Département fédéral suisse des Affaires étrangères
IDPS	Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat
INCAF	Réseau international pour les conflits et les situations de fragilité (OCDE)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
OMG	Objectif du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OSC	Organisation de la société civile
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSG	Objectif de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
SDC	Agence suisse pour le développement et la coopération

Remerciements

En 2016 les membres de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS) ont, de nouveau, documenté et consigné leurs expériences, soulignant ainsi les réalisations en faveur de l'élaboration de ce rapport. Rassembler toutes les contributions dans ce rapport annuel de 2016, permet de donner un nouvel élan à la documentation de l'action coordonnée de la société civile dans le cadre du New Deal pour l'engagement dans les Etats fragiles, le Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat (IDPS) et les processus politiques connexes. Les auteurs de ce rapport annuel sont reconnaissants pour toutes les contributions reçues et sont fiers d'être en mesure d'inclure leurs expériences dans un rapport collectif sur les activités de la CSPPS en 2016.

Le rapport annuel 2016 recense les nombreuses activités menées sous la coordination de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS) en 2016. La liste des organisations membres impliquées au sein de la Plateforme de la société civile est disponible dans l'annexe 2 du présent rapport.

Les activités de la Plateforme de la société civile en 2016 ont pu être réalisées grâce au soutien et au financement du Département fédéral suisse des Affaires étrangères, du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas et de Cordaid.

Tous les donateurs mentionnés ont contribué à faciliter la réalisation de chacune des étapes et le succès des expériences présentées dans ce rapport. Le financement a contribué aux efforts de la Plateforme pour renforcer et consolider la voix de la société civile au sein du New Deal, du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État et des processus politiques connexes. Ce soutien a en outre permis à la CSPPS d'explorer de nouvelles façons innovantes de relever continuellement et avec succès les défis rencontrés dans le cadre de la coordination de l'engagement de la société civile, et ce dans divers processus politiques liés à l'IDPS.

Au nom de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, je tiens à exprimer ma sincère gratitude et mon appréciation pour le généreux soutien reçu et je me réjouis de pouvoir poursuivre une collaboration continue avec les partenaires de la CSPPS dans le contexte du Dialogue international et au-delà.

M. Peter van Sluijs

Coordinateur du Secrétariat et membre du Comité exécutif de la CSPPS

Résumé exécutif

La Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS) est une coalition non gouvernementale d'organisations de consolidation de la paix nord-sud qui coordonne et soutient la participation de la société civile dans le Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS). La Plateforme rassemble des représentants de plus de vingt-cinq pays. Ses objectifs sont de renforcer la voix et la capacité de la société à s'engager efficacement et à influencer la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, dans le cadre d'une contribution fondamentale à la prévention des crises et pour une paix et un développement durable pour tous. Ce mandat est basé sur une vision accordée d'une collaboration internationale pouvant apporter une paix durable et un développement inclusif pour tous.

L'année 2016 a été cruciale pour les processus de la CSPPS au sein du New Deal et de l'IDPS, au vu du renouvellement des mandats du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles et de l'IDPS dans le cadre de la Conférence de Stockholm, qui s'est tenue en avril 2016. Au cours de cette conférence, les membres du Dialogue international se sont engagés à accélérer et à intensifier leurs efforts pour prévenir les conflits en s'attaquant à ses causes profondes.

Grace au soutien continu d'autres membres de l'IDPS, la CSPPS a développé et soutenu les activités de ses membres de la société civile actifs au niveau des pays du G7+ conformément à la nouvelle orientation stratégique de l'Agenda de 2030 et les engagements pris lors de la Conférence de Stockholm. Lors de la réunion annuelle du Groupe de base de la CSPPS de 2016 à Berlin, les organisations de points focaux de la CSPPS et les Équipes pays ont pu informer sur les défis et les opportunités au niveau national. La Plateforme a pu également réaffirmer sa mission et ses stratégies de base conformément aux développements internationaux récents qui influencent aussi bien les processus du New Deal que ceux de l'IDPS.

En 2016, le soutien au niveau national reste la priorité de la CSPPS. Elle combinera ainsi son soutien aux besoins des Équipes pays en faveur de leur engagement réussi dans le New Deal et les processus de mise en œuvre des ODD, à son alignement stratégique pour le renouvellement de l'IDPS, pour atteindre des résultats sur le terrain et démontrer la pertinence d'une approche fondée sur les principes du New Deal dans l'opérationnalisation des processus des ODD au niveau des pays.

Au niveau national, la CSPPS a encouragé et effectué le suivi de l'élargissement et du renforcement des coalitions des OSC nationales dans le cadre d'une orientation et d'une coordination proactives des Équipes pays de la CSPPS. Pour soutenir cela, les axes de travail de la CSPPS ont été élaborés dans le but de renforcer l'engagement de la société civile au niveau national et global. Les défis et les opportunités documentés dans le cadre de ce processus ont servi de base à la CSPPS pour évaluer la nature du soutien requis dans un contexte de pays spécifique afin d'effectuer un suivi efficace et superviser l'opérationnalisation du New Deal et des ODD.

Au niveau international, la CSPPS a préconisé, dans plusieurs forums, une action significative et décisive pour garantir l'inclusivité en tant que condition préalable à la consolidation de la paix et à la résilience dans des contextes touchés par la fragilité et les conflits.

La CSPPS continuera à s'engager et à soutenir ses Équipes pays afin d'amplifier la voix de la société civile dans les processus politiques pertinents à l'appui de trajectoires conduisant à des sociétés plus pacifiques et plus inclusives.

Introduction

Le rapport annuel 2016 de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS) présente les réalisations de la Plateforme en 2016 et expose de nombreux plans en cours de réalisation. Le rapport offre une vue d'ensemble des activités et des réalisations des membres de la Plateforme, tout en fournissant un soutien crucial pour la mise en œuvre réussie du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles et les processus politiques connexes.

Le rapport annuel 2016 présente les actions coordonnées de la Plateforme et la participation de ses membres à de nombreux processus complexes auxquels font face les groupes du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS).

Le rapport présente les travaux pionniers de la société civile en faveur de la mise en œuvre du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles, et ce malgré les défis liés à la diminution de l'espace de participation civique. Les lecteurs peuvent également prendre connaissance des événements marquants de la CSPPS, ainsi que d'autres éléments importants des contributions de la Plateforme aux actions concertées de la société civile en 2016. Cette dernière joue le rôle de plateforme pour contribuer activement à la mise en œuvre du New Deal et des processus politiques connexes, tout en suivant de près les actions des constituantes des pays du g7+. Grace aux orientations d'un Comité exécutif, les efforts de la Plateforme dans les pays du sud se sont concentrés sur la promotion de relations constructives entre l'État et la société et préconisent des processus politiques plus inclusifs et participatifs. Pour atteindre ces objectifs, la CSPPS peut s'appuyer sur ses membres du Groupe de base et sur l'ensemble de ses membres au sein des Équipes pays respectives actuellement constituées dans seize pays du g7+ et quatre pays non-g7+ et soutenues par des représentants d'ONG internationales de sept pays de l'INCAF, à ce jour.

La Plateforme a investi du temps et des efforts considérables pour façonner et insuffler des valeurs liées à la consolidation de la paix au sein du Dialogue international, aux objectifs de développement durable et aux processus humanitaires. La voix de la société civile dans ces domaines visait à sauvegarder et/ou à sécuriser l'espace d'engagement civique, l'inclusion et à renforcer la participation de la société aux processus de transformation clés visant à renforcer la résilience.

Dans le cadre des efforts visant à accélérer la collaboration entre les constituantes de l'IDPS et les organisations, la Plateforme a maintenu son engagement et ses recommandations de haut niveau dans les forums mondiaux soutenus ou coordonnés par le groupe des États fragiles du g7+, l'OCDE-INCAF, le PNUD, la Banque mondiale et les divers organismes régionaux. La CSPPS a continué d'identifier et d'apporter des enseignements et des recommandations fondés sur la pratique et tirés des processus nationaux du New Deal au cours des événements clés organisés par ces groupes et institutions.

Nous avons assisté à l'importance et à l'impact de l'amplification de la voix de nos membres dans les processus de l'IDPS dans le cadre d'un soutien proactif et des conseils inscrits dans notre mandat. Notre adhésion au Dialogue international comporte la responsabilité clé de fournir des contributions constructives et substantielles, ainsi que de tenir les parties prenantes redevables à travers les faits probants sur les niveaux d'inclusivité, le statut de l'espace attribué à l'engagement de la société civile et le besoin d'une adhésion plus stricte aux objectifs et principes du New Deal.

Les auteurs de cette édition 2016 espèrent que, au fur et à mesure que nous progressons dans de nouveaux efforts collectifs pour consolider la paix et la résilience dans un monde en mutation, ce Rapport annuel de la CSPPS apportera davantage de clarté à ses lecteurs quant à la contribution fondamentale de la société civile aux processus mentionnés et qu'il suscitera l'intérêt et la compréhension de leur participation continue et nécessaire aux programmes de consolidation de la paix, de renforcement de l'état et du développement dans les États fragiles et touchés par les conflits.

Renforcer la paix et la résilience dans un monde en mutation

La Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS) est une coalition non gouvernementale d'organisations de consolidation de la paix nord-sud qui coordonne et soutient la participation de la société civile dans le Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS) et les processus politiques connexes. La Plateforme rassemble des représentants de plus de vingt-cinq pays. Ses objectifs sont de développer et de renforcer la voix et la capacité de la société civile aux niveaux national et mondial, afin qu'elle puisse s'engager dans le processus du Dialogue international. En outre, elle vise à renforcer la voix et la capacité de la société afin qu'elle puisse s'engager et influencer la consolidation de la paix et le renforcement de l'État en tant que contribution essentielle à la prévention de crises, à la paix durable et au développement pour tous – dans l'établissement de son programme, dans les négociations politiques et dans le déploiement et la mise en œuvre du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles.

Les stratégies de la CSPPS sont basées sur la théorie du changement suivante :

« Si nous façonnons et influençons les structures et les processus mondiaux et nationaux pour faire face aux sources de conflits destructeurs et pour renforcer la résilience, les pays et leurs citoyens seront alors moins enclins de recourir à des conflits violents, car ils auront les moyens de gérer leurs griefs et renforcer leur qualité de vie ».

Sur la base de cette déclaration, les principales stratégies poursuivies par la CSPPS sont :

1. Façonner et infuser les principes du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, les objectifs de développement durable et les processus humanitaires avec des valeurs de consolidation de la paix ;
2. Renforcer et élargir l'engagement de la société civile dans la consolidation de la paix, le renforcement de l'État et la prévention des crises ;
3. Influencer les politiques de prévention, de consolidation de la paix et de renforcement de l'État et de développement à tous les niveaux.

La Plateforme a confirmé son mandat et ses stratégies lors de la réunion de son Comité exécutif à Washington en février 2016, ainsi que pendant la réunion de son Groupe de base à Berlin en juillet 2016. Elle s'est ainsi engagée à soutenir en permanence et en priorité l'atteinte de résultats tangibles et significatifs au niveau des pays à l'appui de la mise en œuvre du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles. En outre, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, devenant le cadre général pour l'action, la plateforme a également mené de nombreuses discussions sur la manière de fonctionner dans un paysage politique en mutation. Dans le cadre de la Déclaration de Stockholm « surmonter la fragilité et consolider la paix dans un monde en mutation », les constituantes du Dialogue international ont renouvelé leur engagement aux principes du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles tout en réalignant et en adaptant le partenariat conformément au nouvel environnement. La CSPPS a contribué activement aux orientations stratégiques et au développement de politiques pour l'IDPS en vue de répondre de manière adéquate et de s'aligner sur la réalité politique actuelle.

Au cœur du sujet : la consolidation et le renforcement de la coalition de la société civile

L'une des activités centrales de la CSPPS est la mobilisation au niveau des pays et le soutien à l'engagement de la société civile afin que les voix, les intérêts et les préoccupations des sociétés des pays du g7+ soient effectivement entendus dans les processus du New Deal et pour s'assurer que la société civile puisse participer activement à l'élaboration des politiques de consolidation de la paix et de développement dans ces pays.

L'appui au renforcement de la coalition de la société civile dans les pays a pour objet d'impacter à la fois la légitimité et la pertinence de la participation de la société civile, mais surtout d'apporter un soutien ultérieur aux activités stratégiques d'engagement. La CSPPS vise à soutenir le renforcement de la capacité de la société civile locale, afin qu'elle devienne un membre indépendant et un partenaire à part entière de l'IDPS et des

processus du New Deal tels qu'ils se produisent au niveau des pays.

La garantie d'un espace politique sûr et l'accès au dialogue sont des priorités pour que les principes de « dialogue inclusif » et de politique légitime du New Deal deviennent une réalité manifeste sur le terrain au moyen desquels un processus de dialogue constructif et continu peut être envisagé.

Les coalitions inclusives de la société civile CSPPS menées par les pays et coordonnées par les points focaux nationaux assurent la légitimité et la transparence du travail des OSC dans les contextes du g7+. La base du renforcement de l'engagement de la société civile dans le processus consiste à lier ces coalitions à des projets de soutien à la mise en œuvre du New Deal. Pour cette raison, la CSPPS a soutenu les Équipes pays des OSC au moyen de nombreux projets dans les pays du g7+ (Guinée, Côte d'Ivoire, RDC, Burundi, etc.), afin de sensibiliser sur le New Deal au niveau national, évaluer leur préparation à passer des OMD aux ODD, établir une coalition pour renforcer la voix et l'agence de la société civile dans les processus pertinents.

Le soutien à la mise en œuvre du New Deal au niveau national

La société civile joue un rôle dans la facilitation des relations communauté/société et Etat/société et encourage le dialogue à tous les niveaux. Les réseaux de la CSPPS peuvent se rapprocher des communautés éloignées et servir de canal pour communiquer et souligner les préoccupations et besoins locaux que les Etats ne sont pas en mesure d'aborder. L'inclusion de la société civile dans le cadre du New Deal témoigne de la reconnaissance selon laquelle la légitimité de l'Etat dépend de sa réponse aux besoins des communautés locales et personnes vulnérables dans la société. Une priorité stratégique connexe de la CSPPS consiste à s'assurer que les OSC renforcées et coordonnées soutiennent de manière efficace la mise en œuvre du New Deal et que les points de vue et inquiétudes de la société civile concernant la consolidation de la paix se reflètent dans le processus de mise en œuvre. La formation d'un tel groupement de la société civile répond à la disposition d'inclusivité contenue dans le New Deal et vise à favoriser la plus large représentation possible des acteurs et activités de la société civile abordant les thèmes et les secteurs couverts par les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat – abordant ainsi le champ le plus vaste des préoccupations de la société pour la consolidation de la paix, le renforcement de l'Etat et la prévention de conflits.

Dans le contexte du Dialogue international/New Deal, les OSC opèrent dans le cadre d'une coalition nationale (à savoir Équipe pays de la CSPPS) et sous la coordination d'une organisation point focal de la CSPPS. En tant que tel et une fois qu'elles sont organisées, mobilisées et qu'elles ont renforcé les capacités au besoin en leur sein, ces coalitions nationales s'engagent dans des initiatives de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat visant à influencer les parties prenantes du New Deal et intégrant d'importantes composantes sociales au processus. Les organisations de la société civile sont bien placées pour surveiller la mise en œuvre nationale des activités du New Deal et des processus connexes. Elles renforcent l'importance des rapports indépendants de contrôle du gouvernement en tant que moyen de tenir les gouvernements pour responsables des engagements politiques souscrits en vertu des cadres connexes. La mobilisation des OSC en 2016 a ouvert la voie à une évaluation des résultats du New Deal à ce jour en tant que processus et à une détermination de ses éventuels objectifs et contributions au niveau national en 2017.

Créer un espace pour une participation efficace de la société civile

Le niveau d'engagement de la société civile dans le New Deal et dans les processus politiques connexes varie selon le pays et dépend du rythme de mise en œuvre du gouvernement, de l'ouverture des gouvernements à la participation de la société civile et la capacité de cette dernière à s'engager. La garantie d'un espace politique pour la société civile complète fondamentalement l'action des gouvernements et des donateurs dans la mise en œuvre du New Deal pour l'engagement dans les Etats fragiles. Le soutien national envers la CSPPS permet à la société civile de mobiliser ses contreparties New Deal au sein du parlement, dans le gouvernement et l'administration, parfois même en assumant le rôle d'initiateur et de facilitateur de ces acteurs et en lançant des débats nécessaires sur le contenu, les objectifs et les orientations stratégiques du processus du New Deal. La participation de la société civile nécessite que certaines conditions relatives à l'inclusion des OSC représentatives et désignées dans toutes les parties et à toutes les étapes des processus du New Deal et de l'IDPS, soient respectées.

Etude de cas 1 : Renouvellement des mandats dans un monde en mutation

A la suite de la réunion du Comité exécutif (CE) de la CSPPS en février 2016 et quelques mois après le renouvellement du mandat du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS) pour cinq ans, les membres de la CSPPS ont participé à la réunion du Groupe de base de la plateforme du 6 au 9 juillet 2016, à Berlin (Allemagne), pour renforcer les relations de travail concernant les processus du New Deal.

A Berlin, nous avons validé la mission révisée de la CSPPS, conformément aux développements récents du New Deal et de l'IDPS ; nous avons discuté des difficultés et des éventuelles opportunités des Équipes pays et identifié l'expertise technique disponible des ONGI en soutien au renforcement des Équipes pays.

La réunion a également représenté une occasion inestimable d'examiner le rôle de la société civile dans les pays g7+ et d'analyser les obstacles auxquels nos Équipes pays font face. Sur cette base, nous avons fondé nos discussions concernant la mobilisation des ressources de la CSPPS pour renforcer les capacités de la société civile dans son interaction avec les autorités nationales pour l'élaboration des politiques publiques.

Guy Aho Tete Benissan

Président du Comité exécutif de la CSPPS et Point focal régional de la CSPPS, Sénégal

En 2016, la CSPPS a continué d'apporter un soutien favorisant la coordination, par ses Points focaux g7+ et membres des Équipes pays, des plans stratégiques pour soutenir et influencer efficacement les plans nationaux de renforcement de la mise en œuvre du New Deal. La plateforme a apporté un soutien financier et technique et son expertise pour la participation des Équipes pays de la CSPPS aux événements officiels du New Deal et pour la rédaction et la diffusion de rapports sur les progrès et défis de la consolidation de la paix au niveau national. En fonction des besoins, un soutien supplémentaire ou renouvelé a été fourni pour la mobilisation, la consolidation et le renforcement des capacités des coalitions nationales et Équipes pays (voir aperçu complet du projet de la CSPPS en Annexe 5).

Des évolutions contrastées concernant l'activité des OSC ont été notées dans les pays où des conflits ou des crises politiques resurgissent. Les actions coordonnées par la société civile ont été sérieusement entravées par les développements politiques tels que ceux du Burundi et du Sud-Soudan. Dans les pays touchés par la maladie à virus Ebola où les processus du New Deal ont été bloqués, une campagne concertée a attiré l'attention du New Deal sur les processus de planification du rétablissement après Ebola. Les processus du New Deal en République centrafricaine, en Guinée Conakry, au Timor Leste et en Guinée-Bissau ont vu de multiples étapes positives évoluer, allant de dialogues à multiples parties prenantes, en passant par des processus participatifs renouvelés d'évaluation de la fragilité à des études élaborées pour identifier les éléments fondamentaux d'une meilleure résilience.

Premier exemple de réalisation concrète et de résultat : session 2016 au Forum de la Banque mondiale sur la fragilité, le conflit et la violence

Dans ses efforts pour faire entendre la voix de la société civile au niveau mondial, la CSPPS a co-organisé, avec le PNUD, une table ronde phare lors du Forum de la Banque mondiale sur la fragilité, le conflit et la violence (1-3 mars 2016). Le premier vice-président de la Banque mondiale, Mahmoud Mohieldin, ainsi que les représentants du gouvernement et de la société civile d'Afghanistan et de Somalie ont participé à la réunion afin d'étudier les problèmes qui trop souvent empêchent la société civile de jouer un rôle important dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

Les représentants des membres de la CSPPS ont dénoncé le rétrécissement des espaces dans lesquels la société civile opère dans leurs pays et ont demandé aux représentants des gouvernements de favoriser des dialogues et une collaboration comme condition préalable à la réalisation de l'Agenda 2030. L'importance de la préservation de l'espace de la société civile dans les processus politiques a été reconnue par tous les participants, en particulier dans les États fragiles et touchés par les conflits, dans lesquels les relations État-société sont faibles et où les institutions publiques manquent de capacités pour assurer une fourniture minimum de services.

Les participants ont également attiré l'attention sur le New Deal en tant que cadre pour permettre aux pays de sortir de la fragilité en plaçant les gouvernements destinataires dans le rôle de pilote et en s'engageant à favoriser une meilleure intégration de leurs propres sociétés dans la conception et la mise en œuvre de telles transitions.

La société civile a présenté une série de recommandations pour garantir des partenariats inclusifs Etat-société, notamment en demandant aux représentants du gouvernement d'utiliser le cadre du New Deal en tant qu'intermédiaire pour atteindre les ODD et de s'engager à respecter les principes FOCUS et TRUST.

Retrouvez le document de discussion préparé pour cette session en cliquant sur le lien suivant :
<http://bit.ly/1QiC02K>

Etude de cas 2 : Une focalisation nécessaire sur la prévention du conflit et le maintien de la paix

En septembre 2016, dans la période précédant le Sommet des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants, les membres de la CSPPS ont publié une déclaration appelant les Etats membres des Nations Unies à respecter la loi internationale et humanitaire pour la protection des réfugiés fuyant la guerre, l'insécurité alimentaire et les changements climatiques.

Le document a exposé la disparité dans le nombre de réfugiés actuellement accueillis dans les pays développés par rapport aux pays en développement et a demandé à tous les Etats membres de défendre l'humanité. « *Nous, en tant que communauté promouvant la consolidation de la paix, sommes inquiets de la nature de la réponse à ce jour au flux croissant de migrants et de réfugiés dans les pays développés. Sous la pression des populistes xénophobes créant un sentiment de panique, les gouvernements prennent de mauvais choix en matière de politique nationale et étrangère : des approches à court terme et axées sur la sécurité, légitimées par une définition toujours plus étroite de l'intérêt national, sont priorisées en toute précipitation pour simplement 'faire quelque chose'.* ».

Les membres de la CSPPS ont également plaidé en faveur du renouvellement des engagements mondiaux sur la prévention du conflit et le maintien de la paix, soulignant l'importance du traitement des causes profondes des crises d'aujourd'hui. En citant un passage de la Déclaration de Stockholm de l'IDPS, les membres de la CSPPS ont affirmé que « si nous devons inverser la tendance actuelle de l'augmentation du nombre de crises humanitaires prolongées causées par des conflits violents, nous devons plus que jamais disposer d'une vision à plus long terme axée sur la prévention, en abordant les causes fondamentales et les moteurs de la fragilité et du conflit ».

Retrouver la déclaration à l'adresse suivante : <http://bit.ly/2d5mPmi>

Peter van Sluijs
Coordinateur du secrétariat de la CSPPS, Pays-Bas

Réduction des espaces pour la société civile

Le soutien de la CSPPS en faveur de la société civile mondiale a eu lieu en 2016 dans un contexte de réduction de l'espace pour une action civique. Malgré les restrictions, la plateforme a été en mesure de protéger les espaces vitaux de collaboration entre l'Etat et la société dans et autour des pays g7+, s'assurant de l'amplification de la voix de la société civile et de son influence sur les processus locaux et mondiaux du New Deal. Les membres de la CSPPS observent avec inquiétude les tendances suivantes nuisant à la société civile dans le monde :

- Les gouvernements érigent des barrières juridiques et administratives, rendant plus difficile le travail des organisations de la société civile.
- Les OSC sont limitées lorsqu'elles tentent d'organiser des réunions publiques, d'exprimer leurs points de vue ou de mettre en place de nouvelles organisations et dans certains cas, sont sujettes à de l'intimidation et du harcèlement.
- Les gouvernements de certains pays ont fait preuve d'un manque de volonté politique pour s'engager dans des partenariats pleinement inclusifs Etat/société, notamment dans la planification et la mise en œuvre des Evaluations de la fragilité.
- Les gouvernements ne se sont pas engagés pleinement dans la lutte contre la corruption et l'impunité, représentant deux des facteurs les plus importants de la fragilité d'un Etat.

Malgré l'augmentation manifeste des environnements hostiles pour les actions de la société civile, les Équipes pays de la CSPPS ont mis en œuvre un certain nombre d'activités dans les pays g7+, réaffirmant leur indépendance afin de jouer un rôle significatif dans le déploiement du New Deal et de l'Agenda 2030.

Au Burundi, l'organisation Point focal de la CSPPS, Réseau Femmes et Paix, a organisé un atelier pour renforcer la coalition nationale de la société civile au moment où les activistes sociaux faisaient face à des mesures restrictives par les autorités gouvernementales. L'atelier a été utilisé pour améliorer la coordination au sein du réseau burundais et mieux attribuer les rôles et responsabilités. Aujourd'hui l'Équipe pays de la CSPPS au Burundi comprend plus de 60 OSC et continue implacablement de demander au gouvernement d'assurer une intégration sociale efficace pour la réalisation des ODD.

Les Équipes pays de la CSPPS ont également bénéficié du soutien des pairs, au moyen de la création d'un groupe de travail dédié, mené par deux experts du Sud basés en RDC et en Sierra Leone, ainsi qu'au moyen d'une expertise des ONG internationales.

Au niveau mondial, de multiples opportunités ont été saisies pour placer les membres des OSC sur un pied d'égalité avec les homologues du gouvernement, permettant à la société civile d'éclairer de manière constructive la discussion et d'élargir les enjeux.

Faits marquants des événements de la CSPPS en 2016 :

- Implication de la CSPPS à la table ronde sur « l'intégration de la société civile » au forum de la Banque mondiale sur la fragilité, le conflit et la violence, 1-3 mars.
- Participation de la CSPPS à la réunion mondiale du PNUD sur la prévention de l'extrémisme violent et la promotion du développement, de la gouvernance et de la diversité à Oslo, 14-16 mars.
- Inclusion de la CSPPS à la quatrième Réunion ministérielle du g7+, Kaboul, 23-24 mars.
- Participation de la CSPPS à la 5^e Réunion mondiale de l'IDPS à Stockholm, 4 avril.
- Participation de la CSPPS à l'évènement parallèle du Forum politique de haut niveau sur le développement durable : « Travailler avec les jeunes pour des sociétés paisibles et inclusives, résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies et ODD » à New York, 14 juillet.
- Participation de la CSPPS à l'atelier mondial organisé par le PNUD « Application du New Deal pour la mise en œuvre des ODD dans les situations de conflit et de fragilité », 14-16 octobre.
- Participation de la CSPPS à un déjeuner de travail organisé par la SDC sur l'engagement des OSC dans la paix et le renforcement de l'Etat, 26 octobre.
- Participation de la CSPPS à la réunion technique du g7+ à Dili, 23-24 novembre.
- Participation de la CSPPS aux débats de trois événements en marge de la Réunion de haut niveau 2 du Partenariat mondiale pour une coopération efficace au service du développement (GPEDC) à Nairobi, 28 novembre – 1^{er} décembre.

Renforcer le soutien et la reddition de comptes du New Deal

Le travail de la CSPPS s'étend également aux activités et à la coordination de la société civile dans les pays donateurs. Au cours de la Réunion du Groupe de base à Berlin en juillet 2016, la CSPPS s'est engagée avec FriEnt, membre de la CSPPS. Par ailleurs, les interactions avec la société civile au sens large se sont déroulées dans le cadre de différents engagements internationaux dans lesquels la Plateforme était impliquée en 2016. Cette activité a favorisé de nouvelles demandes d'adhésion de la part d'organisations du Nord. Les interactions dans le cadre du Forum de la Banque mondiale sur la fragilité, le conflit et la violence ont également permis d'établir des liens avec les organisations de la société civile qui ne sont pas encore liées ou impliquées dans les activités de la Plateforme.

L'élargissement de la base du soutien en Europe a entraîné une sensibilisation stratégique des partenaires de la société civile dans un certain nombre de pays européens. Les visites et présentations de communication ont été effectuées à la fois pour explorer les possibilités d'élargissement de l'adhésion à la CSPPS dans ces pays mais aussi pour discuter des voies stratégiques pour faire en sorte que les pays soutenant le New Deal pour l'engagement dans les Etats fragiles respectent sa ratification. En 2016, des visites de sensibilisation ont été organisées en Allemagne, en Norvège et en Suisse – incluant un déjeuner de travail sur l'engagement des OSC pour la paix et le renforcement de l'Etat organisé et accueilli par la SDC.

Alignement du New Deal et de l'Agenda 2030 :

Comme indiqué auparavant, le New Deal pour l'engagement dans les Etats fragiles et l'IDPS ont joué un rôle

important concernant l'inclusion de la question de la paix dans l'Agenda 2030. De nombreuses leçons en cours doivent être examinées et intégrées dans la planification de la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Le New Deal a créé un espace pour un dialogue nécessaire à de multiples niveaux, permettant de faire face aux différents défis politiques et techniques auxquels les gouvernements et leurs soutiens extérieurs font face lorsqu'ils sortent de la phase de conflit et de fragilité. Dans le contexte de l'IDPS, un Groupe de travail *ad hoc* a été chargé de développer des orientations supplémentaires sur la question de l'alignement du New Deal et de l'Agenda 2030 à ce sujet. Le rapport résultant de ce travail est disponible à l'adresse suivante : <http://bit.ly/2tBZECu>

Etude de cas 3 : Réalisation des ODD dans les pays touchés par le conflit et la fragilité et le rôle du New Deal

L'adoption en 2016 du nouveau cadre de développement mondial – Transformer notre monde : le programme de développement durable à l'horizon 2030 – a été un motif de célébration parmi les constituantes du Dialogue international. La CSPPS a travaillé avec le vaste mouvement mondial de la société civile et avec les constituantes de l'IDPS sur divers fronts au cours des années menant à l'adoption de l'Agenda afin d'assurer que les questions liées à consolidation de la paix et au renforcement de l'Etat sont placées au cœur du cadre.

Grace aux réussites sur ce front et à une demande croissante d'orientations par les bureaux pays, la CSPPS a consenti des efforts au sein du Dialogue afin de réfléchir et articuler la manière dont l'adoption et la priorisation du nouvel Agenda peut affecter la manière de penser et l'action au sein du Dialogue et la mise en œuvre du New Deal. En vertu de la coprésidence de la CSPPS et du g7+, un Groupe de travail *ad hoc* a été mis en place et un document de Dialogue a été développé et convenu parmi les constituantes – « **Réalisation des ODD dans les situations de conflit et de fragilité et le rôle du New Deal** ».

Afin de soutenir les acteurs nationaux travaillant à la fois sur les processus du New Deal et l'Agenda 2030, ainsi que les acteurs internationaux pour adapter leur soutien aux besoins des pays, le document expose comment les Objectifs de développement durable (ODD) peuvent être réalisés au moyen des principes du New Deal :

- **Objectifs de Consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat (PSG)** – les pays g7+ ont convenus ensemble qu'ils constitueraient les principales priorités de développement, souvent une condition préalable à un développement réussi.
- **FOCUS** – au moyen des instruments clés, facilitant des transitions inclusives, menées et pris en main par les pays pour sortir de la fragilité : évaluation de la fragilité, une vision, un plan, un compact, utiliser les PSG pour effectuer le suivi, le soutien au dialogue et au leadership politique.
- **TRUST** – des principes visant à soutenir une gestion efficace des ressources et à instaurer une confiance mutuelle et des partenariats forts : transparence, partage des risques, utilisation et renforcement des dispositifs nationaux, le renforcement des capacités et une aide ponctuelle et prévisible.

Ensemble le document soumis et ces trois séries de principes offrent une série de processus et d'instruments spécifiques soutenant la sélection, la priorisation et la mise en œuvre des ODD dans les pays affectés par le conflit et la fragilité. Ces processus favoriseront un dialogue inclusif et renforceront l'appropriation autour des moyens de mise en œuvre et de surveillance efficaces. Ils représentent une bonne pratique de développement et disposent d'un bilan des efforts négociés parmi les parties prenantes du Dialogue et peuvent ainsi soutenir l'objectif de partenariat (ODD 17) en vue de la réalisation intégrale de l'Agenda 2030.

Erin McCandless

Co-présidente de la CSPPS dans le Groupe de travail sur la mise en œuvre de l'IDPS, Etats-Unis

En 2016, la CSPPS a soutenu des projets dirigés par les coalitions de la société civile et conçus par les OSC Points focaux de la CSPPS dans quatre pays offrant aux coalitions nationales OSC de la CSPPS la possibilité de construire, renforcer et consolider leurs capacités concernant le New Deal, l'IDPS et les processus connexes nationaux et d'attirer les groupes les plus vastes et divers d'organisations locales impliquées dans les questions de consolidation de la paix. Le tableau ci-dessous donne un aperçu des projets nationaux soutenus par la CSPPS en 2016. Un tableau comportant des informations supplémentaires sur les résultats rapportés et les coûts figure dans ce rapport en Annexe 5.

Tableau 1 : Projets de la CSPPS au niveau national en 2016

Projets de la CSPPS financés en 2016				
Pays, OSC point focal	Nom du projet, date de mise en œuvre	Objectifs de soutien du processus du New Deal dans le pays	Principaux résultats et impact	Financement autorisé (EUR)
Burundi Réseau Femmes et Paix	Mise à jour et renouvellement de l'EP autour du ND, 1 mars 2016	Revitaliser et mettre à jour l'Équipe pays des OSC impliquées dans la promotion du New Deal et augmenter le nombre d'OSC contribuant au processus du New Deal. Améliorer la coordination au moyen du partage des rôles et responsabilités.	Développement d'une stratégie participative de défense qui mobilisera au moins 60 organisations de la société civile dont les représentants sont informés et s'engagent à contribuer au processus.	Total: 9650
RDC Pregesco	Atelier de formation pour les Points focaux de la société civile sur l'analyse de la fragilité et des risques en RDC, juillet 2016	Préparer les OSC dans le pays à jouer leur rôle en tant qu'acteurs dans l'analyse des contentieux électoraux. Permettre aux OSC de participer non seulement aux mécanismes institutionnels nationaux pour la planification et la surveillance nationales et provinciales de la mise en œuvre du New Deal, mais aussi d'exercer leur mission de surveillance pour aider les décideurs à orienter leurs politiques vers une paix durable et une consolidation de l'Etat.	Renforcement de la capacité des réseaux nationaux congolais d'OSC en matière d'analyse des conflits et des causes de la fragilité. Préparation des contributions des OSC sur le spectre de la fragilité dans le pays dans le cadre du développement du Plan National Stratégique de Développement. Fourniture d'une base pour l'analyse pouvant être utilisée pour la prévention et la gestion des contentieux électoraux dans le pays. Mise en place d'un système d'alerte et de médiation des contentieux électoraux au niveau national et provincial.	Total : 29110
Népal Académie asiatique pour la paix, recherche et développement/Népal	Atelier de consultation sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat au Népal, juin 2016	Partager le statut du New Deal au Népal et des activités autour de la consolidation de la paix et du renforcement de l'Etat. Former une Équipe pays et sélectionner un nouveau Point focal/Représentant pays	Facilitation de l'engagement de la société civile dans le contexte actuel de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat au Népal. Création d'une équipe centrale de la société civile avec un représentant pays pour travailler sur le dialogue de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat	Total: 930
Nigéria Centre pour le développement durable et l'éducation en Afrique	Combattre l'extrémisme au 21 ^e siècle : optimiser le soutien de la société civile pour les mécanismes	2 ^e partie de la recherche (travail de terrain) en Somalie et au Kenya	Production de leçons à utiliser par les Équipes pays et les coalitions plus larges engagées dans l'IDPS et le ND abordant les dispositions relatives à la sécurité et à la paix et répondant aux situations de	Total : 15.900

	de prévention des conflits et la dé-radicalisation, octobre 2016		crise. Développement d'outils et de stratégies adaptables dans les contextes de pays et fourniture d'études de cas solides et d'éventuelles réponses à l'extrémisme violent	
Nigeria Centre pour le développement durable et l'éducation en Afrique	Lancement de la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies (RCSNU) au Nigéria, octobre 2016	Promouvoir la disposition sur la jeunesse, la paix et la sécurité inscrite dans la Déclaration de Stockholm « exploiter le potentiel positif de la jeunesse pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat. »	Sensibilisation de toutes les parties prenantes au Nigéria à la résolution des Nations Unies 2250. Partage des connaissances approfondies sur la manière dont les principes de la RCSNU 2250 peuvent faciliter la mise en œuvre des ODD, du New Deal pour l'engagement dans les Etats fragiles et la consolidation de la paix générale au Nigéria. Discuter et favoriser des partenariats pour promouvoir cet agenda Jeunesse, paix et sécurité dans le contexte du Nigéria.	Total : 1.500

Plaidoyer pour l'inclusivité de sociétés pacifiques

Faire en sorte que la participation de la société civile compte au niveau mondial

En plus du renforcement des capacités des organisations locales au niveau national visant à permettre aux OSC de jouer un rôle actif dans la planification et la mise en œuvre des stratégies nationales de développement, la CSPPS tente également de faire en sorte que la participation de la société civile compte dans les processus mondiaux. En 2016, les membres de la CSPPS ont activement participé aux principales réunions stratégiques et techniques de l'IDPS (pour une liste complète des réunions, voir Annexe 4), renforçant les partenariats avec les constituantes de l'IDPS et infusant des décisions avec des recommandations sensibles aux conflits. La société civile apporte une contribution importante mais constructive à ces événements et surveille de près les progrès des discussions au niveau mondial afin de s'assurer que les principes approuvés du New Deal pour l'engagement dans les Etats fragiles sont appliqués de manière continue à toutes les étapes des processus de l'IDPS et du New Deal.

Les expériences de la mise en œuvre du New Deal au niveau national permettent d'enrichir les stratégies adoptées par le Comité exécutif de la CSPPS et constituent les priorités essentielles menées par la Plateforme en partenariat avec d'autres constituantes de l'IDPS. En 2016, la CSPPS a été un acteur clé dans la rédaction de la Déclaration de Stockholm de l'IDPS « Surmonter la fragilité et consolider la paix dans un monde en mutation », signé le 5 avril 2016. Les membres de la CSPPS ont réaffirmé l'engagement de l'IDPS en faveur des objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat du New Deal ainsi qu'envers les principes FOCUS et TRUST comme moyen d'atteindre les ODD. Les membres de la CSPPS ont également souligné, entre autres dispositions, le besoin de renforcer et d'étendre les partenariats en vue d'améliorer les réponses au conflit en développant des coalitions plus vastes pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat et de reconnaître et d'exploiter le potentiel positif de la jeunesse en faveur de la consolidation de la paix et du renforcement de l'Etat en adaptant la mise en œuvre du New Deal à la résolution 2250 du Conseil de sécurité sur la jeunesse, la paix et la sécurité.

Tout au long de l'année 2016, la CSPPS a continué de coprésider le Groupe de travail de mise en œuvre de l'IDPS lequel fournit des orientations à l'organe technique du Dialogue international dans la mise en œuvre du New Deal au niveau national, y compris le développement de la stratégie et du plan de travail de l'IDPS. Suite aux priorités définies dans la Déclaration de Stockholm, la CSPPS concentre une grande partie de ses efforts à la fourniture

d'orientations sur la manière de reproduire les structures du Dialogue international au niveau national, encourageant les accords tripartites entre toutes les constituantes de l'IDPS.

Etude de cas 4 - Notre plus grand défi : ne laisser personne pour compte

Dans le contexte de la Réunion de haut niveau 2 du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (GPEDC) à Nairobi en novembre 2016, Mme Rita M. Lopidia a participé à un groupe de haut niveau sur le rôle des partenariats dans la lutte mondiale visant à ne laisser personne pour compte. Les éléments ci-dessous sont quelques-uns des points qu'elle a partagé dans le cadre de ses interventions dans la discussion.

- Il est important que l'agenda visant à « ne laisser personne pour compte » ne néglige pas les personnes marginalisées, les vulnérables et les Etats fragiles ou touchés par des conflits.
- De nombreux pays touchés par des conflits et la fragilité sont considérés comme dangereux et se voient fermer toutes les portes, indiquant ainsi qu'ils risquent d'être laissés pour compte. Il est important de maintenir un dialogue et de s'engager auprès de ces pays fragiles et touchés par les conflits.
- Une aide ciblée aux laissés pour compte, dans les pays touchés par la fragilité et les conflits est primordiale. Il en va de même pour un partenariat à multiples parties prenantes en vue de permettre une collaboration.
- La focalisation sur les femmes et la jeunesse est cruciale, mais il en faut plus – nous devons voir des actions pratiques et un soutien aux femmes et aux jeunes, en particulier dans les pays en conflit.
- Il existe des risques dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2030, en particulier dans les pays en conflit. Nous devons prendre des mesures concrètes pour faire taire les armes, encourager une appropriation locale et la participation des OSC, en particulier la participation des femmes si nous ne voulons laisser personne pour compte.
- Les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat du New Deal pour l'engagement dans les Etats fragiles (Busan 2011), la Résolution 2282 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur le maintien de la paix, la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine constituent d'importants mécanismes pouvant être utilisés. Afin de ne laisser personne pour compte, il convient de commencer par ceux qui sont les plus à risque, les femmes et les jeunes filles, les handicapés et les personnes marginalisées. Il n'y a pas de développement sans paix et pas de développement durable sans égalité des sexes.

Rita Martin Lopidia

Membre de l'Équipe pays de la CSPPS et Directrice exécutive de EVE, Soudan du Sud

La participation de la CSPPS à différents événements mondiaux en 2016 visait à contribuer directement aux discussions pour représenter les points de vue de la société civile et faire part des inquiétudes dans le cadre des produits de l'IDPS, y compris les notes d'orientation, les déclarations de résultats et autres formes de décisions collectives. En outre, la Plateforme a diffusé des déclarations de son côté dans le cadre de son travail indépendant de plaidoyer lors des événements mondiaux ne faisant pas partie de l'IDPS : consultations sur l'actualisation de l'Agenda 2030, réunions des coalitions d'ONG, et autres événements relatifs à la paix.

S'assurer au moins du statut d'observateur et au mieux de la participation de la CSPPS en tant qu'invité aux événements des constituantes g7+ et INCAF est primordial pour une fourniture efficace des messages de la Plateforme. La participation par un ou plusieurs membres spécialisés de la CSPPS a été maintenue au moyen d'accords permanents avec les constituantes INCAF et g7+, favorisant des droits mutuels d'observation et de participation aux différentes réunions tenues. En 2016, la CSPPS a participé aux réunions de chaque constituante, y compris les réunions de l'INCAF à Paris et du g7+ à Dili. Les contributions de la CSPPS au débat et aux documents finaux préparés à ces occasions ont été grandement appréciées. Des représentants de la CSPPS désignés ont participé de manière statutaire aux réunions des Groupes de travail de mise en œuvre de l'IDPS et du Groupe directeur de l'IDPS.

Deuxième exemple de réalisation concrète et de résultat : Jeunesse, paix et sécurité – faire refléter les processus mondiaux au niveau de l'IDPS

Suite à l'approbation historique de la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la jeunesse, la paix et la sécurité, la CSPPS a demandé au Dialogue international de s'engager à « reconnaître et exploiter le potentiel positif de la jeunesse en faveur de la consolidation de la paix et du renforcement de l'Etat en alignant la mise en œuvre du New Deal à la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies » comme stipulé dans

la Déclaration de Stockholm de l'IDPS signée le 5 avril 2016. En conséquence, la CSPPS a produit un document politique pour l'IDPS contenant une série de points d'action recommandés pour faire avancer l'agenda Jeunesse, paix et sécurité. Entre autres, les membres de la CSPPS ont recommandé des engagements pragmatiques pour reconnaître et exploiter le potentiel positif de la jeunesse en faveur de la paix et du renforcement de l'Etat ; des activités de soutien pour aligner la mise en œuvre à celle de la résolution 2250 du Conseil de sécurité ; et la création d'un groupe de travail *ad hoc* de l'IDPS pour l'élaboration de recommandations politiques.

La CSPPS montre l'exemple en intégrant la participation de la jeunesse dans la mise en œuvre du New Deal et des processus de paix au niveau national. Depuis octobre 2016, la CSPPS compte parmi ces membres le United Network of Young Peacbuilders (UNOY), en vue de forger de nouveaux partenariats avec des organisations dirigées par des jeunes au niveau national. Le 25 octobre, la CSPPS a lancé un atelier à Abuja avec les organisations membres de la CSPPS, le Centre pour le développement durable et l'éducation en Afrique (CSDEA), Search for Common Ground (SFCG), et Cordaid afin de diffuser la résolution 2250 auprès des parties prenantes au Nigéria, partager des connaissances sur la manière dont l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité peut soutenir la mise en œuvre des ODD et favoriser des partenariats pour l'inclusion des jeunes. L'atelier a été salué au sein de l'ensemble de la plateforme et a été suivi par un événement similaire en Sierra Leone et de nouvelles activités visant à sensibiliser la population au sujet de la résolution 2250 du Conseil de sécurité sont actuellement en cours de préparation par les Équipes pays au Tchad et au Nigéria.

Etude de cas 5 : Le soutien de la société civile pour la planification du RCPCA et la Conférence de Bruxelles

La contribution de l'Équipe pays de la CSPPS de la RCA pour la préparation du document pour le relèvement et la consolidation de la paix en République centrafricaine (RCPCA) a été apporté conformément aux recommandations du forum de Bangui le 11 mai 2015, au cours duquel toutes les forces de la nation étaient présentes et lors duquel l'ancien dirigeant du Timor Leste a fait une déclaration.

C'est à partir de novembre 2014 que la société civile a pris part activement à la mise en œuvre du New Deal qui a été retardée en RCA par plusieurs crises militaires-politiques. Les OSC étaient impliquées dans la première évaluation de la fragilité du gouvernement en décembre 2014. En février 2015, les OSC ont analysé l'état de la fragilité dans leur pays et créé ensuite l'Équipe pays New Deal en RCA. En avril 2015, les OSC œuvrant pour la mise en œuvre du New Deal en RCA ont tenu leur Assemblée générale pour mettre en place la Coalition nationale d'organisations de la société civile pour la mise en œuvre du New Deal (CNOSC/New Deal) et ont élu ses premiers membres.

Depuis sa reconnaissance officielle par le gouvernement, les contributions faites en faveur du développement du RCPCA et sa soumission à la table ronde des donateurs à Bruxelles en novembre 2016 a constitué l'une des initiatives phare de l'Équipe pays. Le RCPCA constitue la politique post-crise guidant le pays vers la résilience pour les 5 années à suivre, auquel la CNOSC/le New Deal a contribué, conformément aux recommandations de l'atelier du PNUD à Naivasha sur la réalisation des ODD au moyen des principes du New Deal. Les éléments suivants constituent une série d'activités menées par la CNOSC avant la publication du RCPCA :

- La CNOSC/New Deal en collaboration avec leur Conseil inter-ONG de République centrafricaine et la Mission multidimensionnelle des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) ont organisé une série de missions dans 11 des 16 préfectures de RCA de septembre à novembre 2016 pour diffuser les recommandations du Forum de Bangui en vue de favoriser leur appropriation par les communautés locales.
- Une deuxième série de missions a été réalisée du 10 au 30 avril 2016 dans les villes et chefs-lieux des 14 préfectures. Ces missions portaient sur l'échange avec les participants en vue de collecter les facteurs de la fragilité de l'Etat, les actions prioritaires locales et les acteurs requis pour la mise en œuvre des recommandations émises lors du Forum national de Bangui conformément aux objectifs du New Deal pour la réalisation des ODD. A cet effet, il convient de répondre aux questions suivantes :
 - Comment les acteurs locaux interprètent-ils les thèmes de la Feuille de route transitoire du gouvernement lors du Forum de Bangui et les recommandations ayant émergé ?
 - Quelles actions prioritaires proposent-ils localement pour garantir la résilience de la RCA ?

D'autres missions poursuivant les mêmes objectifs, menées par les dirigeants des OSC de femmes dans toutes les 16 préfectures de RCA en mai 2016 ont complété les aspects spécifiques de l'identification des besoins prioritaires locaux des femmes. Toutes ces missions-atelier ont engendré une matrice d'action prioritaires identifiées localement par les communautés de base conformément aux cinq principes du New Deal pris en compte par le gouvernement dans le cadre du développement du RCPCA.

- Une contribution citoyenne de CNOSC/New Deal lors de la Conférence des donateurs à Bruxelles le 17 novembre 2017 : la coalition a conçu et distribué au Président de la République une analyse citoyenne de la situation en RCA avec des recommandations pouvant guider la mise en œuvre du RCPCA.

Ces initiatives de la coalition, qui méritent d'être maintenues, ont entraîné deux résultats importants : d'une part, le RCPCA a été conçu conformément aux principes du New Deal en vue d'atteindre les ODD et d'autre part, l'implication des OSC a permis aux acteurs publics d'accepter, à très haut niveau, leur contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie nationale pouvant mener à la résilience du pays. Cela confirme l'engagement des parties prenantes dans le développement et la mise en œuvre de politiques publiques pour travailler conformément aux principes et objectifs du New Deal.

Rodolphe Deveaux

Coordinateur de l'Équipe pays de la CSPPS, République centrafricaine

Liste des principaux événements auxquels la CSPPS a participé en 2016 :

Février

- Groupe de travail interinstitutions des Nations unies sur la jeunesse et la consolidation de la paix, Secrétariat des Nations Unies, New York, 3-5 février
- Sièges de l'Alliance internationale pour la consolidation de la paix, réunion du Comité exécutif de la CSPPS, Washington, DC, 27-28 février
- 18^e réunion du groupe de pilotage de l'IDPS, Institut de la Suède, Washington, DC, 29 février

Mars

- Banque Mondiale, Forum sur la Fragilité, le Conflit et la Violence, Washington, DC, 1-3 mars
- Réunion du PNUD sur la prévention de l'extrémisme violent et de la promotion du développement partagé, de la gouvernance et de la diversité, Oslo, 4-16 mars
- Saferworld et UKaid, Harnessing global partnerships to deliver peace, justice and effective institutions, Londres, 17-18 mars
- Quatrième Réunion Ministérielle du g7+, Kabul, 23-24 mars

Avril

- 5^e Assemblée générale de l'IDPS, Stockholm, 5 avril

Juin

- Banque Mondiale, réunion du groupe de travail sur la mise en œuvre de l'IDPS, Nairobi, 1-2 juin
- Banque Mondiale, réunion sur l'avenir du Dialogue international, Nairobi, 3-4 juin
- Évènement parallèle au Forum de haut niveau sur le développement durable : Working with young people towards peaceful and inclusive societies: UNSCR 2250 and the SDGs, Secrétariat des Nations Unies, New York, 14 juillet

Juillet

- Réunion du Groupe de base de la CSPPS, Berlin, 6-9 juillet

Septembre

- 71^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies, Secrétariat des Nations Unies, New York, 13-26 septembre

Octobre

- Swisspeace, Round table Civil Society's Engagement in Peace and Statebuilding – perspectives from Civil Society, Bern, 26 octobre
- Fambul Tok Inclusive Governance Learning Conference, Njala University, Moyamba/Sierra Leone, 10-12 novembre

Novembre

- Réunion technique du g7+, Dili-Timor Leste, 23-24 Novembre
- 19^e réunion du Groupe directeur de l'IDPS, Banque mondiale, Nairobi, 28 et 30 novembre
- Deuxième réunion de haut niveau du Global Partnership for Effective Development Cooperation (GPEDC), Centre international de convention Kenyatta, Nairobi, 28 novembre – 1^{er} décembre

En tant que Plateforme, la CSPPS a soutenu la participation officielle de ses membres aux événements de l'IDPS et autres événements connexes par la publication de documents politiques et de déclarations faisant le plaidoyer

pour un large éventail de questions allant des évolutions en cours dans les processus nationaux, à la nécessité d'offrir des recommandations au processus politique global de l'IDPS et au-delà (voir par exemple la publication de la CSPPS « L'Agenda 2030 et le New Deal: Vers où aller maintenant ? »). Ces documents et déclarations ont été publiés sous forme d'évènement/documents de réunion et en tant que déclarations officielles adressées aux coprésidents de l'IDPS, du g7+ et de l'INCAF.

Liste des principaux documents de politique et déclarations publiés par la CSPPS et ses membres en 2016

30 février 2016 – 18ème réunion du groupe de pilotage du Dialogue international, Washington DC

Aligning the New Deal and the 2030 Agenda Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding (CSPPS) – Proposition CSPPS

1^{er} mars 2016 – Forum Fragilité, conflit et violence – Banque mondiale, Washington DC

Safeguarding Inclusivity and the Role of Civil Society in Conflict Affected States : Lessons from the New Deal for SDG Implementation – Document de séance CSPPS – Session Fragilité, conflit et violence

23 – 24 mars 2016 – Réunion ministérielle du g7+, Kaboul

Déclaration CSPPS pour la réunion ministérielle du g7+

5 avril 2016 – Réunion globale de l'IDPS, Stockholm

*5^e réunion globale du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État
« Surmonter la fragilité et consolider la paix dans un monde en mutation »*

24 Mai 2016 – Recherche au sein du réseau de la CSPPS

Analyzing and assessing impact of lobby and advocacy – Monitoring and evaluating capacity and activities of CSPPS network – par Matteo Consonni (Université de Leiden)

23 – 24 Mai 2016 – Sommet mondial sur l'action humanitaire (SMAH), Istanbul

Prevention is key to ending State Conflict & Fragility

1 - 4 Juin 2016 – Réunion à Nairobi sur l'avenir du Dialogue

- Opérationnalisation de la Déclaration de Stockholm : Accélérer la mise en œuvre du New Deal, Contribution de la CSPPS pour les discussions sur la mise en œuvre du New Deal et l'avenir du Dialogue
- Opérationnalisation de la Déclaration de Stockholm : Translating commitments on Youth Peace and Security into IDPS work plan and action
- Opérationnalisation de la Déclaration de Stockholm : Proposals for translating commitments on gender into IDPS mandate and work plan
- CSPPS – Towards tangible action and resilient outcomes : 2016 and beyond

Mai 2016

Desk Review 'Countering Extremism in the 21st century optimizing Civil Society support to Conflict Prevention Mechanism and De-radicalization'

16 Juin

High Level Political Forum on Sustainable Development Side Event: Working with young people towards peaceful and inclusive societies: UNSCR 2250 and the SDGs Summary Report

July 2016

Rapport annuel de la CSPPS 2015

19 Septembre 2016

Peace and Migration: Realizing the links – Déclaration de la CSPPS publiée à l'occasion de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les déplacements massifs des réfugiés et des migrants

Novembre 2016

Analyses de la fragilité : Vers où le Dialogue doit-il se diriger? Une proposition de la CSPPS, Nairobi

Gouvernance et composition de la Plateforme

Une gouvernance et une participation efficace

En 2016, la CSPPS a lancé le processus de révision de la composition de son Comité exécutif en désignant des candidats pour les élections du Comité exécutif. Le mandat du président du Comité exécutif venant à sa fin, un nouveau président a été désigné à l'unanimité en 2016. Les élections du Comité exécutif étant prévues début 2017, le Comité exécutif est à l'heure actuelle composé de neuf membres qui conseillent le Groupe de base sur les options stratégiques et la prise de décision pour les affaires courantes.

Le Comité exécutif est composé de sept membres du Sud, dont cinq proviennent de pays du g7+, et de deux membres du Nord. Dans le cadre des élections du Comité exécutif, une révision du système de coprésidence des axes de travail de la CSPPS a été engagée. Elle est désormais assurée par un membre du Comité exécutif et un représentant du Groupe de base, afin de garantir une appropriation commune et un enrichissement mutuel des deux organes. Veuillez-vous référer à l'Annexe 3 pour plus de détails sur la composition du Comité exécutif et des axes de travail.

Le système de coprésidence Nord-Sud des axes de travail assure une gouvernance équitable et équilibrée de la CSPPS et de ses choix d'orientations stratégiques. Lors de leur élection, les nouveaux membres du Comité exécutif ont été chargés de faire de nouvelles propositions pour renforcer l'organisation et l'engagement de la société civile au sein du New Deal au niveau des pays, formaliser les stratégies et les possibilités de soutien que la CSPPS peut offrir à ses membres, en réaffirmant la vision, la mission et l'identité de la plateforme et ses objectifs visant à amplifier la voix de la société civile au sein des processus nationaux et mondiaux de consolidation de la paix.

En 2016, le secrétariat de la CSPPS a consenti des efforts pour contribuer à la réactivation des axes de travail de la plateforme en mettant en place un programme de réunions pour chaque groupe de travail en parallèle du Groupe de base et de l'agenda des réunions du Comité exécutif, afin de faciliter la mise en œuvre des nouvelles activités convenues. Les axes de travail suivants sont actuellement en cours :

- Soutien par les pairs et coordination des points focaux,
- Instruments du New Deal,
- Engagement mondial.

La coprésidence Sud-Nord de chaque axe est assurée par deux membres participant à la plateforme : un membre du Comité exécutif et un membre du Groupe de base. Les membres du Groupe de base qui le souhaitent peuvent participer volontairement et s'engagent à fournir des conseils pratiques, une expertise technique et des ressources pour soutenir la mise en œuvre effective des stratégies de la plateforme. Ces dispositions ont été reconfirmées lors de la réunion du Comité exécutif de la CSPPS à Washington, en février 2016.

Cette nouvelle organisation de la gouvernance a été consolidée par la création du poste de président du Comité exécutif, qui fonctionne sur la base d'une rotation semi-annuelle entre les membres du Comité exécutif chargés de la poursuite des objectifs prioritaires inscrits au programme du Comité exécutif et de prendre des décisions à court terme si nécessaire.

Étude de cas 6 : Valoriser le potentiel de la jeunesse en tant qu'acteur de la consolidation de la paix au Nigéria

Le lancement de la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies au Nigéria par la CSPPS et le Centre pour le développement durable et l'éducation en Afrique (CSDEA), en collaboration avec le groupe de travail interagences des Nations unies sur la jeunesse et la consolidation de la paix a entraîné une focalisation stratégique sur les questions relatives au développement de la jeunesse, de la paix et de la sécurité.

Ainsi, le lancement a entraîné le déploiement de plusieurs efforts politiques et d'initiatives législatives en soutien à la jeunesse, la paix et la sécurité au Nigéria. Par exemple, le gouvernement nigérian a récemment incorporé la résolution 2250 dans la mise en œuvre du New Deal et des principes du Dialogue international au Nigéria.

De plus, un groupe de travail interagences sur la jeunesse et la consolidation de la paix au Nigéria est en cours de création pour contribuer à la mise en œuvre de la résolution 2250 à l'échelle nationale. Les membres du groupe de travail ont lancé des programmes de plaidoyer et d'information visant à la sensibilisation et à l'élargissement de la base des parties prenantes.

Le vice-président de l'Assemblée de l'État d'Adamawa a également abordé la question de la jeunesse et de la consolidation de la paix avec ses collègues pour tenter d'élaborer une législation permettant la mise en œuvre sans encombre de la résolution 2250 dans l'État d'Adamawa.

Theophilus Ekpon

Coordinateur de l'Équipe pays de la CSPPS au Nigéria

Évolution des membres

En tant que coalition non gouvernementale Nord-Sud d'organisations de consolidation de la paix, la CSPPS rassemble des représentants du monde entier. Actuellement, la plateforme est engagée auprès d'organisations de plus de 25 pays. Étant donné que la plateforme œuvre principalement en faveur du développement et du renforcement de la voix et des capacités de la société civile dans les situations de conflit et de fragilité, c'est au sein de la société civile qu'elle cherche à recruter ses nouveaux membres. L'implication d'organisations basées dans l'hémisphère Nord offre des occasions stratégiques pour nouer des liens directs avec les donneurs bilatéraux et organisations multilatérales.

La CSPPS a accueilli plusieurs nouveaux membres en 2016, renforçant ainsi sa composition et son engagement global pour la promotion du programme de consolidation de la paix sous différents angles. En invitant le United Network of Young Peacbuilders (UNOY) à la plateforme, la CSPPS est connectée à un réseau de plus de 70 organisations de jeunes sur un ensemble de 45 pays, forgeant ainsi des partenariats solides au niveau national pour la promotion d'initiatives de consolidation de la paix gérées par les jeunes et le respect de l'engagement de la communauté internationale à intégrer les jeunes dans les processus de consolidation de la paix et à la prévention de l'extrémisme violent, conformément à la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies. Chaque Point focal de la CSPPS travaille actuellement sur l'identification d'organisations de jeunes au sein du réseau UNOY à intégrer dans les tâches quotidiennes de la coalition nationale du New Deal. Cette mesure permettra de s'assurer du caractère inclusif des Équipes pays de la CSPPS et de la bonne représentation de la société de chaque pays.

D'autres organismes disposant d'une base solide au niveau national se sont également joints à la CSPPS au cours de 2016. Oxfam-Novib, la branche néerlandaise d'Oxfam, a soutenu les activités du réseau en proposant son expertise sur l'engagement du secteur privé à réaliser les objectifs de développement durable (ODD), un domaine de travail stratégique pour le Dialogue international en 2017. Le secrétariat de la CSPPS a aidé Oxfam-Novib à distribuer un questionnaire aux Équipes pays de la CSPPS afin d'identifier les points de départ possibles pour l'établissement d'un partenariat avec le secteur privé. Parallèlement, des discussions se déroulent sur une différente trajectoire se concentrant sur la solidification de l'engagement du secteur privé dans les États fragiles et touchés par un conflit. Les deux derniers membres à avoir rejoint la plateforme sont Search for Common Ground (USA/mondial) et le Council for International Conflict Resolution (RIKO/Danemark).

En 2016, le réseau du Sud de la CSPPS a accueilli la Guinée-Bissau et les Comores pour s'assurer que l'engagement des autorités gouvernementales des deux pays aux processus du Dialogue se déroule avec la pleine participation de la société civile nationale. Dans les deux contextes, la CSPPS a profité des capacités de chacun de ses membres pour établir des coalitions nationales inclusives et performantes, en leur offrant accès à une pléthore d'informations sur l'engagement de la SC dans le New Deal et en promouvant les chaînes de communication avec les différentes sphères gouvernementales. Ainsi, le nombre total de coalitions de la société civile de la CSPPS dans les pays du g7+ est de 16, en plus des 4 Équipes pays provenant des pays non membres du g7+. À l'échelle mondiale, la CSPPS est constituée de 16 ONGI contribuant activement au travail global de la plateforme en matière de plaidoyer et de lobbying.

Au cours de 2017, la multiplication de partenariats au sein de la plateforme et l'exploitation des capacités internes de la CSPPS sont toujours prioritaires, ainsi que l'invitation à apporter une contribution significative, tant à l'échelle nationale qu'internationale, à nos efforts concertés.

Soutenir la participation de la société civile

Rapport financier : rendre compte de l'emploi des fonds de la CSPPS

Ce rapport a été élaboré dans le but de rendre des comptes sur les activités, leurs résultats et l'utilisation des fonds pendant l'année 2016. Cette section met l'accent sur les différentes activités financées par les fonds obtenus auprès des donateurs de la CSPPS et le soutien en nature de l'organisation hôte du secrétariat OSC du Dialogue international, Cordaid. Comme mentionné précédemment, toutes les activités entreprises ont eu pour objectif de soutenir la coordination des efforts en vue de préserver, amplifier et consolider la réussite de l'engagement des OSC à tous les niveaux pertinents et à toutes étapes des processus du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles, dans le contexte du Dialogue international et dans les domaines stratégiques relatifs.

Les décisions relatives à l'emploi des fonds découlent des priorités et stratégies définies par le Groupe de base de la CSPPS, et en fonction des orientations établies par le Comité exécutif de la CSPPS. Les domaines pouvant éventuellement recevoir le soutien financier des membres de la communauté CSPPS ainsi que pour la plateforme dans son ensemble sont présentés ci-dessous. Toutes les activités approuvées avaient pour objectif de soutenir les objectifs opérationnels et stratégiques de la plateforme, qu'il s'agisse d'un projet d'une durée de plusieurs mois ou d'une activité focalisée distincte lors d'une occasion de plaider au niveau national ou mondial.

Globalement, on peut distinguer *trois* catégories de financement :

Coordination du secrétariat et fonctionnement de la plateforme CSPPS

Cette fonction centrale de la CSPPS consiste à assurer le fonctionnement du travail collectif des membres à tous les niveaux. Le secrétariat, hébergé et coordonné par Cordaid à La Haye, fonctionne avec le soutien spécifique de deux employés basés à La Haye et un employé attaché au bureau de Cordaid à Kinshasa. Le secrétariat sert de structure de base à la collaboration au niveau national (traitement des demandes de soutien, suivi des mises à jour des activités des Équipes pays de la CSPPS et compilation des autres développements relatifs au New Deal auxquels participe la société civile), au niveau global (appui à la participation à des réunions relatives au Dialogue international et à d'autres événements mondiaux pertinents), et au niveau intermédiaire (relayer les informations aux coprésidents des axes de travail et appui à l'organisation du soutien entre pairs).

La coordination du secrétariat de la CSPPS implique le financement de plusieurs éléments relatifs à son bon fonctionnement et inclut notamment des coûts tels que le salaire des employés et les frais de communication. Le coordinateur du secrétariat et le chargé de programme facilitent la communication entre la communauté CSPPS au sens large (et les membres individuels) et les trois autres secrétariats du Dialogue international. En cas de demande, ils contactent les représentants des parties prenantes du Dialogue international concernées et les personnes ressources dans les pays où le New Deal est mis en œuvre et les personnes de contact dans les pays donateurs. Les fonds consacrés à la coordination ont également servi à couvrir les frais d'organisation de plusieurs réunions de la plateforme et des événements associés au cours des réunions d'intérêt stratégique. Cette catégorie de financement inclut également les frais de déplacement lors de la participation à ces événements du personnel du secrétariat ou de membres, ainsi que les imprévus pendant ces événements, notamment liés au transport et aux communications. Il est important de noter que ces imprévus comprennent le financement en dernière minute du soutien aux membres de la CSPPS pour leur engagement envers les parties prenantes au niveau national et la mobilisation de leur propre expertise lors d'événements internationaux.

Le responsable de politique et communications recruté en 2015 se charge d'informer la communauté CSPPS au sujet des discussions et des évolutions relatives aux objectifs et stratégies de consolidation de la paix et des forums et des espaces de développement. À cette fin, le responsable offre, spontanément ou sur demande, son expertise aux membres de la plateforme exprimant des besoins en matière de communication, fournit des conseils de nature politique sur les aspects stratégiques des communications, assure la liaison avec les autres membres du Dialogue international en cas de communication conjointe. Il soutient l'élaboration des modèles de rapports périodiques ainsi que l'appropriation et la diffusion des enseignements tirés.

La fonction de coordination assurée par le secrétariat comprend la communication et la diffusion des documents tels que les déclarations conjointes présentées lors d'événements et de publications des membres. Les notes de politique et déclarations, élaborées par les membres de la CSPPS sur des thèmes ou des événements permettant

de défendre le point de vue de la société civile, bénéficiant du soutien du secrétariat qui se charge de la collecte des informations, du travail éditorial et de la diffusion. Le secrétariat se charge aussi de rédiger les documents de communication interne, des comptes rendus des réunions et des événements et d'établir ou de maintenir les contacts avec les autres constituantes du Dialogue international. La coordination du groupe restreint de la CSPPS implique l'organisation de téléconférences régulières avec le groupe restreint et le Comité exécutif, la fourniture d'un soutien concret aux participants à se joindre à ces réunions, la préparation de l'ordre du jour et l'élaboration des rapports et la proposition de services de traduction.

Le secrétariat est également chargé de rendre des comptes, comme le démontre le document sous-jacent, sur les activités et l'emploi des fonds de la CSPPS, ainsi que de gérer les relations avec les donateurs qui ont eu la gentillesse d'offrir leur soutien. Comme nous l'avons indiqué, une partie de ces fonds opérationnels ont été employés à la rémunération du personnel et aux autres frais de personnel pour la coordination de la CSPPS assurée par son secrétariat. En tant qu'organisation hôte du secrétariat des OSC CSPPS/IDPS, Cordaid au Pays-Bas est responsable de la gestion globale des fonds et de la comptabilité relative à l'emploi des fonds reçus.

Renforcer et faciliter l'engagement et la participation de la société civile dans l'IDPS

Les dépenses présentées dans cette catégorie concernent principalement les coûts pertinents engagés pour faciliter l'engagement et la participation de la société civile aux réunions et événements associés de l'IDPS. Les fonds ont été employés à financer le transport des membres parrainés de la CSPPS dans leurs efforts pour rendre possible, faciliter et solidifier l'engagement de la société civile au cours de l'année 2016. Les membres du Sud de la CSPPS ont bénéficié d'un soutien financier pour participer aux événements associés au New Deal et à l'IDPS : des réunions des groupes de travail et du groupe de pilotage de l'IDPS, des réunions du g7+ et de l'INCAF lorsque des invités sont conviés, et des événements liés à l'après-2015 et aux objectifs de développement durable. Ces dépenses, de même que celles entrant dans les autres catégories, sont engagées dans le respect des exigences formulées par les donateurs.

En plus des coûts d'hébergement et de déplacement, cette catégorie comprend les frais de voyages internationaux des membres, notamment les frais liés aux demandes de visa pour l'UE ou les États-Unis ainsi que les frais du visa en lui-même. Ces formalités peuvent nécessiter et ont déjà nécessité plusieurs jours de préparation et donc une augmentation des frais de participation d'un membre à un événement mondial ou régional.

Soutien sur le terrain pour encourager et renforcer l'engagement de la société civile à la consolidation de la paix et au renforcement de l'État

En 2015, la CSPPS a réussi à encourager l'engagement de ses membres au niveau national au processus du New Deal et aux autres engagements relatifs à la consolidation de la paix et au renforcement de l'État grâce à son appui à l'organisation de coalitions nationales efficaces et aux activités générées. Elle a réalisé cette tâche en ayant recours à divers moyens et activités visant à améliorer l'organisation propre et le développement focalisé des capacités des Équipes pays, ainsi que le plaidoyer stratégique à l'égard des parties prenantes au niveau national :

- Mobilisation et consolidation des Équipes pays de la CSPPS, notamment en renforçant la sensibilisation aux questions de renforcement de l'État et de consolidation de la paix ;
- Développement des capacités et du soutien technique, au moyen d'un soutien visant à aider la société civile à s'organiser efficacement et à s'assurer un espace suffisant pour intervenir ;
- Lancement d'initiatives de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, par le soutien des coalitions de la société civile pour instaurer un dialogue stratégique et efficace avec les autres parties prenantes et contribuer à la réussite de la mise en œuvre des activités du New Deal et en soutien à d'autres processus politiques pertinents.

La présentation générale des projets soutenus sur le terrain (voir le chapitre « Surmonter la fragilité et consolider la paix dans un monde en mutation ») décrit l'emploi principal des fonds mis à disposition au titre de cette catégorie. Les fonds fournis par la CSPPS doivent servir à soutenir et à faciliter l'engagement continu, significatif et stratégique de la société civile au sein du processus du New Deal au niveau national. Que le public ciblé soit la société civile nationale ou locale, le gouvernement ou d'autres acteurs nationaux du monde universitaire ou médiatique, ces projets témoignent des efforts coordonnés entrepris pour amplifier la voix et la prise en compte des préoccupations des peuples et des sociétés au sein des discussions politiques les concernant et pour les traduire en résultats adéquats à chaque étape du processus du New Deal et des processus politiques pertinents.

Les coûts engagés concernent la recherche, les activités de projets stratégiques, l'organisation concrète des réunions, la participation de toutes les parties prenantes concernées au niveau national et les initiatives de communication autour des événements et des initiatives soutenues (voir l'annexe 5 pour la liste détaillée des projets soutenus).

Les activités de la plateforme de la société civile menées en 2016 ont été possibles grâce au soutien et au financement du ministère fédéral suisse des Affaires étrangères (FDFA) et du ministère néerlandais des Affaires étrangères. Des fonds supplémentaires ont également été fournis par l'organisation hôte du secrétariat de la plateforme CSPPS, Cordaid.

La section suivante offre une présentation générale des fonds reçus et le détail des dépenses engagées pour l'année 2016. Un rapport financier plus détaillé est joint à l'Annexe 1 de ce rapport.

Tableau 2 : Présentation générale des contributions donateurs / accords de financement pour la période 2016

Donneur	Période	Fonds alloués (EURO) / (montants obtenus)	Fonds alloués (montants prévus)	Dépenses financières enregistrées en 2016
Suisse (SDC)*	Janv-déc. 2016	375.000,00 CHF 322.517,37 EUR	375.000,00 CHF	346.487,00 EUR
Suisse (SDC)**	Contribution finale	64.503,47 EUR	80.000,00 CHF	
Pays-Bas (MinBZ)	Janv-juillet. 2016**	90.000,00 EUR	190.000,00 EUR	85.861,00 EUR
Cordaid****	Janv-déc. 2016	100.000,00 EUR	100.000 EUR	97.811,00 EUR
Total		577.020,84 EUR		530.159,00 EUR

* Nouveau financement du FDFA pour la période 2015-2017 mis à disposition dans le cadre de l'accord de financement #81034431 – 2015 indiqué ici.

** Il a été convenu de prolonger ce financement sans coût supplémentaire jusqu'à juillet 2016

*** Fonds alloués à la CSPPS dans le contexte du Partenariat stratégique en matière de plaidoyer et de lobbying

**** Fonds alloués à la CSPPS dans le cadre du Partenariat stratégique pour le plaidoyer.

Horizons stratégiques : la CSPPS en 2017 et au-delà

Soutien global aux processus nationaux de mise en œuvre du New Deal

L'année 2017 a représenté une étape charnière pour le New Deal et le Dialogue international, puisqu'elle a été marquée par le renouvellement du mandat de l'IDPS et du New Deal, comme convenu pendant la Conférence de Stockholm en avril 2016. La mise en œuvre des engagements rédigés dans la Déclaration de Stockholm permettra de s'assurer que le cadre du New Deal peut maintenir son utilité et sa pertinence, notamment dans le contexte de l'actualisation et l'appropriation de l'Agenda 2030.

Grâce au soutien permanent des collègues de l'IDPS, la CSPPS s'efforcera de poursuivre le développement et le soutien aux activités des membres de la société civile, actifs au niveau des pays du g7+, conformément au contexte politique de l'Agenda 2030. Les organisations qui servent de point focal de la CSPPS et les Équipes pays ont été sollicitées pour signaler les défis et les opportunités identifiés au niveau national pour cette période, qui sera marquée par l'engagement de la communauté internationale à ne « laisser personne pour compte » dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Le soutien dédié et stratégique au niveau national reste la priorité de la Plateforme pour 2017, par l'association d'un soutien ciblé aux besoins des Équipes pays pour garantir le succès de leur engagement au New Deal et à la mise en œuvre des ODD, ainsi que par l'alignement stratégique au renouvellement de l'IDPS pour la réalisation des résultats sur le terrain en vue de démontrer la pertinence d'une approche s'appuyant sur le New Deal à l'heure de mettre en œuvre les ODD dans les pays affectés par les conflits et l'instabilité.

Ces priorités résultent de la Déclaration de Stockholm comme il a été convenu en 2016 et ont été transposées dans une stratégie révisée pour l'IDPS dans un contexte politique en mutation. En consultation avec les autres secrétariats des constituantes, cette stratégie a été transposée en plan de travail collaboratif composé de différents domaines cibles identifiés là où le partenariat tripartite le juge pertinent d'un point de vue stratégique et lorsque ce dernier peut apporter des contributions tangibles et significatives. La CSPPS est prête à poursuivre sa coopération pour mettre en œuvre l'engagement convenu et est toujours décidée à contrôler le suivi approprié suggéré par toutes les parties prenantes lors de la transposition de la stratégie en plan d'action.

Au niveau national, la CSPPS encouragera, soutiendra de manière proactive et suivra l'élargissement et le renforcement des coalitions nationales des OSC sous la coordination des points focaux des Équipes pays de la CSPPS. La réunion du Groupe de base en 2016 à Berlin a permis d'établir des recommandations concrètes pour soutenir ce processus. Des actions concrètes devraient renforcer les Équipes pays de la CSPPS avec l'objectif principal de renforcer l'engagement de la société civile aux niveaux national et mondial. Les défis et opportunités identifiés dans le cadre de ce processus serviront de base à la CSPPS pour évaluer la nature du soutien nécessaire selon les spécificités de chaque pays, et mettre en place un suivi et une supervision efficaces de l'opérationnalisation du New Deal et des ODD. Parallèlement, la CSPPS redoublera d'efforts pour explorer les options visant à établir des Équipes pays dans les pays du g7+ où elle n'est pas présente, notamment au Yémen, à Haïti et à Sao Tome-et-Principe.

Capitaliser les ressources des membres de la CSPPS pour le renforcement des capacités de la Société civile

Un atout majeur d'un organisme comme la CSPPS est son expertise variée et sa complémentarité à différents niveaux, bénéficiant d'un grand nombre de ressources aisément mobilisables au bénéfice de toutes les OSC du Sud. S'ils sont exploités correctement, les atouts de la CSPPS peuvent garantir que les membres de l'organisation collaborent main dans la main pour la promotion d'un agenda commun et partagé, en complément des efforts consentis au niveau national par les OSC dans les pays du g7+ au moyen de campagnes de lobbying mondiales menées par les organisations de la CSPPS du Nord. Ce partenariat aura pour effet de renforcer les OSC dans le monde entier, qui pourront tenir les autorités nationales responsables des engagements pris en respectant les ODD (Objectifs de développement durables) à travers les principes du New Deal.

Lors de sa réunion annuelle tenue à Berlin en juillet 2016, les membres du groupe restreint de la CSPPS se sont engagés à mieux exploiter toutes les ressources à leur disposition au sein de la plateforme et d'habiliter les coalitions des sociétés civiles nationales à tenir les gouvernements nationaux responsables de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des principes du New Deal.

Ainsi, la CSPPS, par le biais de l'organisation membre Réseau des Plates-Formes d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre (REPAOC), soutiendra un projet-phare pendant la première moitié de 2017 visant à renforcer les capacités organisationnelles des OSC dans plusieurs pays en Afrique de l'Ouest et du Centre en forgeant des liens avec les organisations régionales telles que la CEDEAO, la CEMAC et l'Union Africaine. Cela contribuera à la consolidation d'une plateforme d'autant plus intégrée, où tous les Points focaux de la CSPPS coopéreront ensemble sur les priorités communes, respectant le principe de coopération Sud-Sud, l'entraide et l'enseignement mutuel. En cas de succès, le cadre opérationnel utilisé dans ce projet sera élargi aux Équipes pays de la CSPPS additionnels.

Dans ce même ordre d'idées, le secrétariat de la CSPPS s'est lancé dans un projet de suivi et évaluation (S&E) en partenariat avec son organisme hôte Cordaid, dans l'objectif d'obtenir une vision claire de toutes les organisations membres de la CSPPS, de la composition de son Équipe pays ainsi que des partenariats Nord et Sud potentiels dans chaque pays pertinent. L'activité s'appuie sur les recherches menées au courant de l'année dernière sur l'impact du réseau de la CSPPS dans les efforts de plaidoyer et de lobbying et contribuera à informer les décisions prises par le secrétariat en termes de programmation de projet, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation d'impact.

Partenariat stratégique au sein de l'IDPS

En 2017 et au-delà, la CSPPS continuera à participer activement aux événements internationaux contribuant au pilotage, à la redéfinition et au repositionnement du cadre du New Deal, et encouragera l'utilisation des outils et instruments concernés dans le contexte de l'opérationnalisation de la stratégie globale et du plan de travail de l'IDPS. La représentation appropriée et opportune de la CSPPS sera assurée par la relation de confiance mutuelle et renouvelée qu'elle a nouée avec la société civile, lui conférant ainsi une position et une voix légitimes pour intervenir à tous les niveaux de ces processus. En cas de nécessité, la CSPPS offrira des contributions stratégiques, pour encourager pro-activement un suivi tangible des engagements pris. Dans le contexte d'un partenariat tripartite, elle contribuera à surveiller les décisions et discussions entreprises par les parties prenantes gouvernementales et les donateurs.

Après avoir obtenu la co-présidence des Groupes de travail de l'IDPS, la CSPPS entend contribuer à l'orientation stratégique du Groupe de travail pour la mise en œuvre. Dans un contexte politique et opérationnel modifié, l'orientation stratégique relève de la plus haute importance pour mieux adapter le travail du Dialogue international à cette nouvelle réalité. Dans le contexte d'un effort contenu pour une action tangible et un dialogue au niveau national, la CSPPS se chargera de fournir des données factuelles provenant de la société civile au niveau national sur le statut, les réalisations et les défis en lien avec les processus du New Deal et tout autre processus politique de manière adéquate et opportune. Si nécessaire, la Plateforme est prête à fournir des orientations stratégiques et des conseils de façon proactive sur l'opérationnalisation des engagements pris conjointement.

La CSPPS continuera de participer activement aux événements mondiaux organisés dans le contexte de l'IDPS et, si possible, aux événements des constituantes du g7+ et de l'INCAF, du moins lors des sessions où la participation de personnes extérieures est prévue et autorisée.

Communication et sensibilisation

Stratégie de communication et identité visuelle

La CSPPS s'efforce de faire profiter ses membres de sa renommée et de son expérience en matière de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, qui peuvent les aider à établir des contacts et à défendre leur position de façon coordonnée auprès des parties prenantes au New Deal et à l'IDPS. Le nom et le logo de la CSPPS, ainsi que sa mission, la théorie du changement et ses principales stratégies sont rappelés dans toutes les communications régulières, notes de politiques, déclarations et communiqués de presse transmis aux gouvernements, médias et donateurs concernés. La connaissance de la CSPPS parmi les membres du g7+ et de l'INCAF facilite la prise de contact de nos membres et leur permet de bénéficier d'une attention accrue de la part des membres du Dialogue international et d'autres partenaires à tous les niveaux.

Pour leur part, les membres de la CSPPS doivent se conformer à ses efforts de communication en alignant de façon stratégique la participation de leur organisation au travail collectif de coordination de la plateforme. Cet effort doit être reflété à la fois au niveau de la coordination nationale en tant qu'Équipe pays de la CSPPS et au niveau global pour le plaidoyer et le lobbying en faveur du programme commun de la plateforme. Cette pratique permet de renforcer notre visibilité et les liens entre les organisations membres à tous les niveaux du réseau mondial.

Le site internet de la CSPPS (<http://www.cspps.org/>) et les pages dédiées sur les réseaux sociaux (Twitter et Facebook) offrent également des ressources utiles pour le plaidoyer et le soutien aux capacités au niveau national et international. Le Secrétariat de la CSPPS a créé un blog sur son site internet qui fait office de vitrine pour présenter les accomplissements réalisés conjointement en matière de plaidoyer. La consolidation d'une identité conjointe et d'un programme convenu conjointement permet à la CSPPS d'avoir une influence propre par ses déclarations et ses notes de politique, de lancer des discussions stratégiques essentielles et des forums au nom de ses membres au sens large, ainsi que de signer des déclarations communes avec les groupes de la société civile.

Une partie des fonds de la CSPPS sont consacrés à l'élaboration de documents et à l'administration du site Internet (www.cspps.org) qui permet d'informer les communautés impliquées dans la consolidation de la paix comme l'IDPS, ainsi que le grand public, sur les activités, réalisations et composition de la plateforme. Des fonds spécifiques sont également alloués à la préparation des publications pour des événements particuliers, comme

une nouvelle note de politique en vue d'une réunion du Dialogue international ou des ateliers associés. Des exemples de telles publications sont notamment la brochure officielle de présentation de la CSPPS, des publications de référence et le rapport annuel de la plateforme. Les supports numériques de communication sont par exemple l'onglet mis à jour régulièrement présentant les actualités et les événements sur le site de la CSPPS, et la version PDF des documents de politique et les déclarations de plaidoyer diffusées en amont des événements globaux de l'IDPS.

Gestion des connaissances et pratiques documentaires

Grâce au lancement d'une série de publications de Récits de Pays CSPPS présentant l'état de la situation et le niveau d'engagement de la société civile dans le New Deal et les processus associés dans chaque pays où la plateforme intervient les visiteurs du site internet bénéficient d'un témoignage direct de la situation en matière de consolidation de la paix et de renforcement de l'État dans tous les pays membres de la CSPPS. Ces Récits de Pays sont publiés sur le site Internet de la CSPPS et mis à disposition des visiteurs, qui bénéficient ainsi d'un témoignage direct de la situation en matière de consolidation de la paix et de renforcement de l'État dans tous les pays membres de la CSPPS. Les fiches d'information de pays sont des documents à usage interne qui permettent de garder un historique mis à jour des processus concernés par les activités des Équipes pays. Ces informations pourront progressivement servir de centre de ressources où seront disponibles toutes les informations stratégiques et pertinentes sur chaque pays.

La CSPPS continue de collaborer avec l'ensemble de ses Équipes pays pour faire connaître les expériences menées par la société civile aux niveaux national, régional et international ; d'améliorer l'archivage et l'utilisation des enseignements tirés des réalisations passées ; et, enfin, de documenter ces enseignements tirés de l'expérience. La diffusion de ces récits de pays en version électronique constitue une priorité pour la CSPPS dans le cadre de ses interventions. Avec des membres répartis dans plus de 25 pays et encore davantage d'Équipes pays, le site Internet de la CSPPS pourrait être optimisé pour servir d'interface entre le secrétariat et ses membres, mais surtout entre les membres de la société civile eux-mêmes. À terme, un tel outil pourra permettre de mettre en place des canaux de communication directs et de garantir une mise à jour des derniers événements marquants. Le responsable de politique et communications s'assure également de l'alignement entre la mise en œuvre en cours de la stratégie de communication de l'IDPS, coordonnée par AEQUITAS, les objectifs de la CSPPS, et les intérêts communicationnels au niveau international.

Communication externe et sensibilisation

La sensibilisation est au cœur des activités de la CSPPS. En 2016 la Plateforme a entrepris de développer activement la communication externe sur les activités de la plateforme. Des efforts ont été entrepris pour sensibiliser les parties prenantes extérieures concernées et les nouveaux membres. Au cours de l'année 2016, des discussions ont été menées avec les donateurs déjà impliqués et les nouveaux, sur leur soutien potentiel aux activités réalisées par la CSPPS. Ce processus a débouché sur la conclusion d'accords avec de nouveaux donateurs afin de sécuriser la dotation en ressources nécessaires au secrétariat de la CSPPS pour qu'il soit en mesure de coordonner efficacement toutes les affaires de la CSPPS.

Les donateurs nouveaux, ou ayant déjà participé par le passé, avec qui les discussions se poursuivent en 2016 en vue de conclure un accord de financement sont notamment : le ministère néerlandais des Affaires étrangères et le ministère fédéral suisse des Affaires étrangères (FDFA). Leur soutien vient compléter les contributions déjà allouées par Cordaid.

En tant que porte-parole officiel de la société civile au sein du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS), la CSPPS a développé des efforts de communication sur les objectifs et cibles de la plateforme vis-à-vis du Dialogue international. En plus de ces efforts, la plateforme a également soutenu diverses activités de plaidoyer et de sensibilisation adressées à différents nouveaux publics cibles. Au cours de l'année 2016, la CSPPS a noué des contacts de façon proactive avec de nouveaux types de public, ce qui a permis d'impliquer de nouveaux membres dans la plateforme. Ces nouvelles interactions ont ainsi contribué à consolider la présence de la plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État.

Les efforts coordonnés de communication offrent une base solide pour sensibiliser de nouveaux donateurs et entretenir les relations avec les partenaires existants. La CSPPS a réussi à instaurer une relation de travail étroite avec la Suède et la Sierra Leone, en tant que coprésidents de l'IDPS, et à renforcer les perspectives de coopération bilatérale avec les représentants de gouvernements clés (c.-à-d. la Suisse et les Pays-Bas). La communication réalisée autour des réunions globales et événements parallèles a contribué à la question de la coordination de la société civile au sein des discussions sur la consolidation de la paix et a été l'occasion de débattre de l'adhésion potentielle de nouveaux membres, d'organisations et réseaux tels que Finn Church Aid (FCA/Finlande), Ms-ActionAid (Danemark) et Kvinna Till Kvinna (Suède).

Etude de cas 7 - Renforcer la paix de l'intérieur : la conférence de Fambul Tok sur l'apprentissage de la gouvernance inclusive

L'épidémie du virus Ebola de 2014 a laissé la Sierra Leone sous le choc. En s'appuyant sur les enseignements tirés du relèvement de l'après-guerre, Fambul Tok (membre de l'Équipe pays de la CSPPS en Sierra Leone) a préconisé un relèvement de la crise nationale axé sur la communauté. Fambul Tok et son partenaire américain Catalyst for Peace, ont été les pionniers d'une réconciliation à l'échelle nationale mais entièrement communautaire dans le Sierra Leone d'après guerre, et ce depuis 2007. A la suite de la crise d'Ebola, ces deux partenaires ont adapté leur processus de réconciliation communautaire à un processus de planification populaire au niveau communautaire (PPP en anglais) et ont facilité la création de structures de gouvernance de district inclusives – les comités inclusifs pour la paix et le développement des district (IDC en anglais) – dans trois districts de la Sierra Leone. Du 10 au 12 novembre 2016, Fambul Tok et Catalyst for Peace ont organisé une **conférence inter-districts pour l'apprentissage intitulée « Building Peace from the Inside-Out: Growing Inclusive, People and Community-Centered Peacebuilding and Development in Sierra Leone »**. Les représentants de la CSPPS (notamment le Secrétariat de la CSPPS, le Libéria et les Équipes pays de la Guinée Conakry) ont été invités à observer ce partage entre les différents districts, de tirer parti de cet apprentissage et de contribuer à élaborer le concept d'un cadre national plus large nécessaire pour faire avancer le processus.

- *Enseignements tirés des IDC* : Les IDC viennent compléter et éclairer les structures existantes ; que toutes les personnes touchées par un problème devraient faire partie de la solution, et que les femmes devraient y avoir une position privilégiée ; que les jeunes ne devraient pas être que des observateurs mais faire partie intégrante du processus décisionnel.
- *Meilleures pratiques* : aborder de manière constructive le conflit sur la mobilisation des ressources et les impôts, existant entre les Conseils de district et les leaders traditionnels – les IDC font office de médiateur dans ces conflits et acceptent d'allouer des ressources aux projets de développement communautaire tels que la réhabilitation et la construction de routes.
- Depuis la conférence, le Ministère de la gouvernance locale et du développement rural, ainsi que Fambul Tok et Catalyst for Peace, ont organisé une table ronde nationale sur la mise en place d'une gouvernance inclusive de l'intérieur, lors de laquelle le ministère s'est engagé à élaborer un cadre national.

John Caulker

Directeur exécutif de Fambul Tok et membre de l'Équipe pays de la CSPPS, Sierra Leone

Mireille Kabasubabo

Chargée des politiques et communications, Secrétariat de la CSPPS

Etude de cas 8 – Une évaluation citoyenne du budget public grâce aux principes du New Deal en RDC

L'évaluation citoyenne annuelle de la mise en œuvre du New Deal dans les engagements budgétaires du gouvernement de la RDC est un ensemble de recommandations faites lors de l'atelier multisectoriel national, et destiné à élaborer la feuille de route nationale pour la mise en œuvre du partenariat de Busan jusqu'en 2021. Cette résolution a été adoptée en novembre 2016 avec des représentants de différents ministères, de la société civile et de partenaires au développement. Depuis le lancement du New Deal en RDC en 2012, la société civile a participé activement à sa mise en œuvre. Celle-ci a été impliquée dans les deux cycles d'évaluation de la fragilité de 2013 et de 2016, et a également pris des initiatives pour valider le New Deal en garantissant une large diffusion de cet engagement international. En outre, en 2014, l'Équipe pays de la CSPPS en RDC a participé à l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre du New Deal dans le pays.

L'une des activités phares de l'Équipe pays en RDC a été l'évaluation annuelle de l'exécution des budgets publics selon les principes du New Deal. Chaque année, depuis 2012, le Point focal de la CSPPS en RDC lance une étude pour vérifier si les engagements de la dépense publique du gouvernement congolais s'orientent vers l'atteinte de la résilience. Ces études successives indiquent l'évolution des progrès du gouvernement en matière de mise en œuvre du New Deal pour atteindre

les objectifs de développement durable (ODD). La RDC est un pays qui a adopté une stratégie de décentralisation pour sa gestion de l'État, ainsi, les rapports produits par la société civile tiennent également compte des dépenses publiques au niveau provincial.

Une fois que la recherche a été réalisée et validée par l'Équipe, avec le soutien d'un expert indépendant recruté à cette fin, les rapports sont transmis au Parlement (autorité budgétaire), au gouvernement (autorité chargée de l'application des finances), aux gouvernements provinciaux et aux autorités techniques et partenaires financiers. Ils sont également largement débattus dans les médias.

Cette pratique civique est maintenant acceptée dans les domaines de la gouvernance en RDC. Bien que la recherche ait été menée intégralement et librement par la société civile, les partenaires au développement du New Deal ont estimé qu'il était nécessaire de consolider ses résultats dans le document de stratégie nationale.

Georges Tshionza Mata

Coordinateur de l'Équipe pays de la CSPPS, République démocratique du Congo

Etude de cas 9 – La Plateforme népalaise pour le renforcement de l'État et la consolidation de la paix

La Asian Academy for Peace, Research and Development a organisé une réunion de consultation en juin 2016 à Katmandou intitulée « La société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État », destinée à partager le processus de consolidation de la paix et de renforcement de l'État et à présenter la CSPPS, une sélection de points focaux chargés de la coordination et de la communication entre les organisations de la société civile et le réseau global. La Campagne nationale pour la paix était l'organisation focale du Népal chargée de la communication avec le réseau CSPPS global, mais la plateforme locale rencontrait des difficultés. La réunion de consultation a été en mesure de mettre sur pieds une plateforme locale pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État avec le soutien de la CSPPS. La réunion a également permis de discuter des options qu'offraient la feuille de route, du processus, des défis et des stratégies cités dans la discussion pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État. Les dirigeants de la société civile de 21 organisations de la société civile (OSC) ont participé au programme dont 16 étaient basées à Katmandou et 7 de différentes régions du Népal.

La plateforme népalaise a discuté de la nécessité d'établir un dialogue régulier pour identifier la feuille de route, les stratégies et le rôle de la société civile pour guider la société vers la consolidation de la paix et le renforcement de l'État. Il a été constaté que le rôle de la société civile était de transmettre le concept d'inclusivité et participation en faveur de la paix et du renforcement de l'État aux générations à venir. En conclusion la réunion a convenu que le modèle de travail de la plateforme népalaise devait se baser sur un dialogue régulier afin de trouver une compréhension commune sur les problèmes de consolidation de la paix et de renforcement de l'État.

Les participants ont unanimement accepté de nommer la Asian Academy for Peace, Research and Development organisation focale du Népal pour la CSPPS et M. Sharad Neupane de l'organisation a été désigné comme coordinateur pour le Népal.

Sharad Neupane

Coordinateur de l'Équipe pays de la CSPPS, Népal

Coordonnées de la CSPPS

Cordaid, dans le cadre de son engagement en faveur d'une réponse aux situations de fragilité, héberge la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS). La gestion du secrétariat est assurée par Peter van Sluijs, stratège en chef chez Cordaid.

Les coordonnées du secrétariat sont présentées ci-dessous. Nous restons à votre disposition pour toute question.

Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS)

Secrétariat OSC IDPS
c/o Cordaid
Lutherse Burgwal 10
2512 CB La Haye
Pays-Bas

Personne à contacter :

Peter van Sluijs, Coordinateur du secrétariat de la CSPPS

Adresse postale :

Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS),
c/o Cordaid,
P.O. Box 16440 2500 BK,
La Haye, Pays-Bas

E-mail : peter.van.sluijs@cordaid.org

Tél. : +31 (0) 70 3136 300

Mobile : +31 (0) 6 41887737

Coordonnées complémentaires :

E-mail : info@cspps.org

Personnel du secrétariat de la CSPPS :

Mireille Kabasubabo, Chargée des politiques et communications (basée à Kinshasa/RDC)

E-mail : Mudipanu.Mireille@cordaid.org; mkabasubabo@gmail.com

Eric Sanchez Garcia, Chargé de programme (basé à La Haye/Pays-Bas)

E-mail : EricSanchez.Garcia@cordaid.org

Site Internet : consulter notre site à l'adresse : <http://www.cspps.org>

Twitter : @idps_cspps

Facebook : <http://www.facebook.com/civilsocietyplatform>

Annexes

Annexe 1 : Rapports financiers détaillés 2016

Tableau 2 : Présentation générale des contributions donateurs/accords de financement pour la période 2016

Donneur	Période	Fonds alloués (EURO) / (montants obtenus)	Fonds alloués (montants prévus)	Dépenses financières enregistrées en 2016
Suisse (SDC)*	Janv-déc. 2016	375.000,00 CHF 322.517,37 EUR	375.000,00 CHF	346.487,00 EUR
Suisse (SDC)**	Contribution finale	64.503,47 EUR	80.000,00 CHF	
Pays-Bas (MinBZ)	Janv-juillet. 2016**	90.000,00 EUR	190.000,00 EUR	85.861,00 EUR
Cordaid****	Janv-déc. 2016	100.000,00 EUR	100.000 EUR	97.811,00 EUR
Total		577.020,84 EUR		530.159,00 EUR

* Nouveau financement du FDFA pour la période 2015-2017 mis à disposition dans le cadre de l'accord de financement #81034431 – 2015 indiqué ici.

** Il a été convenu de prolonger ce financement sans coût supplémentaire jusqu'à juillet 2016

*** Fonds alloués à la CSPPS dans le cadre du Strategic Partnership on Lobby and Advocacy (Partenariat stratégique sur le lobby et le plaidoyer).

**** Fonds alloués à la CSPPS dans le cadre du Partenariat stratégique pour le plaidoyer.

Tableau 3 : Rapport financier détaillé de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État 2016

Fond	Compte	Élément	Somme EUR
FX0122	42380	Séminaires et ateliers	11,678.00
	43050	Frais de voyage	11,359.00
	45510	Coûts consultants	33,572.00
	60030	Autres contributions	41,202.00
FX0122 Total			97,811.00
FX0133	43040	Coûts de voyage	18,088.00
	43070	Coûts de voyage à l'étranger/réunions	77,045.00
	44020	Impression	9,410.00
	45510	Coûts consultants	96,214.00
	47010	Coûts audit	22,162.00
	51030	Coûts salaires fixes	123,568.00
FX0133 Total			346,487.00
FX0135	42380	Séminaires et ateliers	-2,672.00
	43040	Coûts de voyage à l'étranger	14,972.00
	43050	Coûts de voyage et de séjour	8,463.00
	45510	Coûts consultants	15,141.00
	51030	Coûts salaires fixes consultants	49,957.00
FX0135 Total			85,861.00
Total			530,159.00

Codes des fonds:

FX0122 = Cordaid / SPLA

FX0133 = SDC

FX0135 = Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas

Annexe 2 : Liste des membres de la CSPPS

Les principaux membres de la CSPPS à la date de janvier 2016 sont :

* = désigne un point focal CSPPS

Pays du g7+ :

Afghanistan	Human Rights Focus Organisation (HRFO)
	Afghanistan Women's Network (AWN) *
Burundi	Réseau Femme et Paix (RFP)*
République centrafricaine (CAR)	Programme de renforcement des capacités de la société civile dans la prévention et la gestion des conflits en Afrique centrale (PREGESCO) *
Côte d'Ivoire	Forum national sur la dette et la pauvreté (FNDP)*
Tchad	Organisation des acteurs non étatiques du Tchad (OANET)*
RDC	Programme de renforcement des capacités de la société civile dans la prévention et la gestion des conflits en Afrique centrale (PREGESCO) *
	Centre d'études sur la justice et la résolution 1325 - CRJ 1325 (DRC)
Guinée Bissau	Voz di Paz*
Guinée Conakry	Organisation pour le développement durable et intégré de la Guinée (ODDI-Guinée)*
Libéria	New African Research and Development Agency (NARDA)*
	Platform for Dialogue and Peace (P4DP)
	Action for Genuine Democratic Alternative (AGENDA)
Sierra Leone	Sierra Leone Association of NGOs (SLANGO)*
	Fambul Tok
	Democracy and Development Associated-Sierra Leone (DADA-SL)
Somalie	IIDA Women's Development Organization
Soudan du Sud	South Sudan NGO Forum
	GADET-Pentagon *
Timor Leste	Forum ONG Timor Leste (FONGTIL)*
Togo	Fellowship of Christian Councils and Churches in West Africa (FECCIWA)*

Pays non membres du g7+ :

Nepal	Asian Academy for Peace, Research and Development
Nigeria	Centre for Social Development and Education in Africa (CSDEA)
Senegal, Regional	Réseau des Plateformes d'ONG d'Afrique de l'ouest et centrale (REPAOC)
Zimbabwe	Female Prisoners Trust (FEMPRIST)

ONG internationales membres :

- Alliance for Peacebuilding (USA)
- Africa Platform (Kenya - Régional, Afrique)
- CDA Collaborative Learning Projects (USA)
- Cordaid (Pays-Bas)
- Conciliation Resources (Royaume-Uni)
- Council for International Conflict Resolution (RIKO)
- FriEnt (Allemagne)
- GPPAC (Pays-Bas)
- Integrity Action (Royaume-Uni)
- International Alert (Royaume-Uni)
- International Budget Partnership (USA)
- Interpeace (Suisse, USA)
- Oxfam-Novib (Pays-Bas)
- Saferworld (Royaume-Uni, USA)
- Search for Common Ground (SFCG) (mondiale)
- Swisspeace (Suisse)
- United Network of Young Peacebuilders (UNOY) (Pays-Bas)
- WANEP (Ghana - Régional, Afrique de l'Ouest)
- World Vision International (mondiale)

Annexe 3 : Liste des membres du Comité exécutif de la CSPPS des coprésidents des axes de travail (2015-2016)

Comité exécutif de la CSPPS (pour 2016)

- Peter van Sluijs, Catholic Organisation for Relief & Development Aid (Cordaid), Pays-Bas
- James Cox, Peacifica, Australie
- Georges Tshionza Mata, Programme de Renforcement des Capacités de la Société Civile dans la Prévention et la Gestion des Conflits en Afrique centrale (PREGESCO)
- Foday Sesay, Democracy and Development Associated-Sierra Leone (DADA-SL), Sierra Leone
- Theophilus Ekpon, Centre for Sustainable Development and Education in Africa (CSDEA), Nigéria
- Pascasie Barampama, Réseau Femmes et Paix, Burundi
- Lulseged Abebe, International Alert, Éthiopie
- Guy Aho Tete Benissan, REPAOC, Sénégal (nouveau président du Comité exécutif – élu en 2016)
- Azaryuon Matin, HRFO, Afghanistan

Axes de travail et coprésidents de la CSPPS

Axe de travail sur l'engagement global

- Tophilus Ekpon, Centre for Sustainable Development and Education in Africa (CSDEA), Nigéria

Axe de travail sur le soutien entre pairs et la coordination des points focaux

- Irène Esambo, Centre d'études sur la justice et la résolution 1325 (CRJ 1325), RDC
- Foday Sesay, Democracy and Development Associated-Sierra Leone (DADA-SL), Sierra Leone

Axe de travail sur les instruments du New Deal

- Georges Tshionza Mata, Programme de Renforcement des Capacités de la Société Civile dans la Prévention et la Gestion des Conflits en Afrique centrale (PREGESCO), RDC
- Erin McCandless, The New School, USA

Coprésidents des groupes de travail de l'IDPS

Coprésident de la CSPPS du groupe de travail sur la mise en œuvre de l'IDPS

- Coprésidente: Mme Erin McCandless, the New School, USA
- Suppléant : M. Georges Tshionza Mata, PREGESCO, RDC

Coprésident de la CSPPS du groupe de travail technique

- Coprésidente : Mme Deqa Hagi Yusuf Yasin, IIDA-Women's Development, Somalie
- Suppléant : M. James Cox, Peacifica, Australie

Annexe 4 : Liste des principaux événements auxquels la CSPPS a participé, qu'elle a co-organisés ou facilités en 2016

Février

- Le Groupe de travail inter-agences des Nations Unies pour le développement des jeunes et la consolidation de la paix, Secrétariat des Nations Unies, New York, du 3 au 5 février
- Siège de la Alliance for Peacebuilding, reunion du comité exécutif de la CSPPS, Washington, les 27 et 28 février
- 18^{ème} réunion du Groupe de pilotage de l'IDPS, House of Sweden, Washington, le 29 février

Mars

- Banque mondiale, Forum sur la Fragilité, le Conflit et la Violence, Washington, du 1^{er} au 3 février
- Réunion globale du PNUD sur la prevention de l'extremisme violent et la promotion du développement inclusif, de la gouvernance et de la diversité, Oslo, du 14 au 16 mars
- Saferworld et UKaid, *Harnessing global partnerships to deliver peace, justice and effective institutions*, Londres, les 17 et 18 mars
- 4^{ème} réunion ministérielle du g7+, Kaboul, les 23 et 24 mars

Avril

- 5^{ème} réunion globale de l'IDPS, Stockholm, le 5 avril

Juin

- Groupe de la Banque mondiale, réunion du Groupe de travail sur la mise en œuvre de l'IDPS, Nairobi, le 1^{er} et 2 juin
- Groupe de la Banque mondiale, réunion sur le futur du Dialogue International, Nairobi, les 3 et 4 juin
- Événement en marge du Forum politique de haut niveau sur le développement durable : *Working with young people towards peaceful and inclusive societies: UNSCR 2250 and the SDGs*, Secrétariat des Nations Unies, New York, le 16 juin

Septembre

- 71^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, Secrétariat des Nations Unies, New York, du 13 au 26 septembre

Octobre

- Swisspeace, Table ronde sur l'engagement de la société civile dans la consolidation de la paix et le renforcement de l'État – perspectives de la société civile, Berne, le 26 octobre

Novembre

- Fambul Tok, Conférence sur l'apprentissage de la gouvernance inclusive, université de Njala, Moyamba/Sierra Leone, du 10 au 12 novembre
- Réunion technique du g7+, Dili-Timor Leste, les 23 et 24 novembre
- 19^{ème} réunion du Groupe de pilotage de l'IDPS, Groupe de la Banque mondiale, Nairobi, du 28 au 30 novembre
- 2^{ème} réunion de haut niveau (RHN-2) du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (GPEDC), Centre international de conférences Kenyatta, Nairobi, du 28 novembre au 1^{er} décembre

Annexe 5 : Présentation générale des projets de la CSPPS en 2016

Projets de la CSPPS financés en 2016				
Pays, OSC point focal	Nom du projet, date de mise en œuvre	Objectifs de soutien du processus du New Deal dans le pays	Principaux résultats et impact	Financement autorisé (EUR)
Burundi Réseau Femmes et Paix	Actualisation et renouvellement de l'Équipe pays au Burundi concernant le New Deal, 1 ^{er} mars	Revitaliser et actualiser l'Équipe pays des OSC impliquées dans la promotion du New Deal et accroître le nombre d'OSC contribuant au processus du New Deal. Améliorer la coordination en partageant les rôles et les responsabilités.	Élaborer une stratégie de plaidoyer participatif qui mobiliserait au moins 60 organisations de la société civile dont les représentants sont informés et engagés pour contribuer au processus.	Total : 9 650
RDC Pregesco	Atelier de formation sur la fragilité et l'analyse des risques en RDC, juillet	Préparer les OSC dans le pays à jouer leur rôle d'acteurs dans l'analyse des conflits électoraux. Permettre aux OSC de participer non seulement aux mécanismes institutionnels du pays pour la planification nationale et provinciale et au suivi de la mise en œuvre du New Deal, mais aussi d'exercer leur mission de surveillance afin d'aider les décideurs à orienter leurs politiques vers une consolidation de la paix et un renforcement de l'État qui soient durables.	Renforcer la capacité des réseaux nationaux congolais des OSC dans l'analyse des conflits et des causes de la fragilité. Préparer les contributions des OSC en matière de spectre de la fragilité dans le pays dans le cadre du développement du Plan National Stratégique de Développement. Fournir une base d'analyse qui puisse être utilisée pour la prévention et la gestion des conflits électoraux dans le pays. Mettre en place un système d'alerte et de médiation lors de conflit électoral au niveau national et provincial	Total : 29 110
Népal Asian Academy for Peace, Research and Development/Nepal	Atelier de consultation sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État au Népal, juin	Partage du statut du New Deal au Népal et activités autour de la consolidation de la paix et du renforcement de l'État. Formation d'une Équipe pays et sélection d'un nouveau point focal / représentant de pays.	Facilitation de l'engagement de la société civile dans le contexte actuel de consolidation de la paix et de renforcement de l'État au Népal. Travaux de l'Équipe centrale de la société civile avec un représentant du pays sur le dialogue de la consolidation de la paix et du renforcement de l'État.	Total : 930
Nigéria Centre for Sustainable Development and Education in Africa	Lutter contre l'extrémisme au XXI ^e siècle : optimiser le soutien de la société civile aux mécanismes de prévention et de dé-radicalisation, octobre 2016	2 ^e partie de la recherche (sur le terrain) en Somalie et au Kenya.	Produire des enseignements à utiliser par les Équipes de pays et des coalitions plus importantes engagées dans l'IDPS et le New Deal et traitant des dispositions en matière de sécurité et de paix et répondant aux situations de crise. Elaborer des outils et des stratégies adaptables dans tous les contextes nationaux et offrir des études de	Total : 15 900

			cas ancrées au niveau communautaire et des réponses possibles à l'extrémisme violent.	
Nigéria Centre for Sustainable Development and Education in Africa	Lancement de La Résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies au Nigéria, octobre 2016	Promouvoir la jeunesse, la paix et la sécurité, comme le préconise la Déclaration de Stockholm en « exploitant le potentiel positif de la jeunesse pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État »	Sensibiliser toutes les parties prenantes au Nigeria à la résolution 2250. Partager les connaissances sur la manière dont les principes de la résolution 2250 peuvent soutenir la mise en œuvre des ODD, le New Deal pour l'engagement dans les États fragiles et la consolidation de la paix au Nigéria. Démontrer comment s'engager pour la résilience chez les jeunes en faveur de la consolidation d'une paix durable au Nigeria. Discuter et favoriser un partenariat pour promouvoir ce programme axé sur la jeunesse, la paix et la sécurité dans le contexte du Nigeria.	Total : 1 500